



# La Presse

cyberpresse.ca

## Passion, amour et concentration

Cahier Arts+Spectacles, page C1  
Sophia Loren

## Tiger Woods reprend son élan

Cahier Sports, page S9



MONTREAL LUNDI 27 AOÛT 2001 LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 117<sup>e</sup> ANNÉE > NO 303 > 68 PAGES > 6 CAHIERS 60 C TAXES EN SUS EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70C

# L'Union de Tremblay voit le jour

### Le congrès de fondation prend des allures de primaires

ÉRIC TROTTIER

Gonflés à bloc par le sondage SOM-La Presse qui place le maire Bourque et Gérald Tremblay presque au coude à coude, plus de 2000 partisans de l'ancien ministre libéral ont assisté hier au congrès de fondation de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM), qui se déroulait à l'Université de Montréal.

Gérald Tremblay a profité de l'événement pour annoncer la candidature du député libéral de Viger, Cosmo Maciocia, qui représentera l'UCIM dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles. « Je vous avais promis des candidats vedettes; en voici un qui possède une expérience politique remarquable », a déclaré M. Tremblay.

Plus tard, au cours d'une cérémonie qui avait les allures des primaires aux États-Unis, M. Tremblay a présenté tous ses candidats — près d'une centaine sur 104 — et, avec une formule consacrée, il a demandé à la population montréalaise de lui donner un « mandat clair » le 4 novembre prochain: « Nous vivons un moment historique, a-t-il déclaré. Aucune équipe n'a autant d'expérience politique que celle que vous avez devant vous. Aucune n'est aussi compétente, déterminée et enthousiaste. Il n'y a pas d'équipe aussi prête à assumer le défi de la nouvelle ville! »

Plus de 600 délégués des 27 arrondissements de la nouvelle ville de Montréal ont aussi adopté les statuts de l'UCIM, confirmant la naissance de ce parti formé de gens de tous les horizons sociaux, culturels et politiques, dans lequel on retrouve des libéraux (surtout), des péquistes (ils se comptent sur les doigts de la main), quelques militants bloquistes, des anciens du Parti civique de Jean Drapeau, des membres du RCM et de la Coalition démocratique, ainsi que tous les maires et conseillers des banlieues de l'île de Montréal.

Celui qui a été confirmé au poste de président de l'UCIM, Abe Limonchik, qui était jusqu'alors président du RCM, regardait le parterre bondé du centre sportif de l'Université de Montréal: « Nous avons relevé un défi absolument incroyable, en bâtissant tout ça en quelque mois, a-t-il dit. Un tel rassemblement, avec toutes sortes de courants politiques, dans un laps de temps si court, voir tous ces gens travailler ensemble, moi, ça me renverse tous les jours. »

Voir TREMBLAY en A2

## LE LOTO DE LA RENTRÉE!



Sophie Laporte et Annie Goyette enseignent depuis cinq ans. Elles espèrent sortir du « bassin » avec une charge à temps complet pour l'année.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse



Fin-août-début-septembre, quatre mots qui riment inmanquablement avec rentrée scolaire. À l'occasion de la reprise des classes, La Presse vous propose toute la semaine des reportages sur le monde de l'éducation, sur ses gens, petits et grands, sur l'état du système scolaire et sur les solutions avancées pour l'améliorer. Aujourd'hui, plongez dans l'univers des jeunes enseignants en quête d'un statut permanent.

## Des postes de profs mis à l'encan

JUDITH LACHAPELLE

LE TRAC DE LA RENTRÉE? Les élèves le connaissent bien. Nouveaux professeurs, nouveaux défis, parfois même nouvelle école, nouveaux camarades... Mais parlez-en aussi aux profs. Surtout quand, moins d'une semaine avant la rentrée, ils ne savent toujours pas quelle matière ils enseigneront, ni dans quelle école, ni pour quel niveau...

Le prof de math a l'air d'avoir été parachuté dans sa classe la veille de la rentrée? Ce n'est peut-être pas tout à fait faux. Des centaines d'enseignants du primaire et du secondaire qui n'ont pas encore de permanence connaissent leur « destin scolaire » quelques jours avant la rentrée. À défaut de ne pas détenir encore de

poste permanent, ils doivent se rabattre sur les postes temporaires qu'affichent les directions d'écoles à la dernière minute. Choisir un poste dans cette longue liste, c'est un peu comme piger un cadeau dans un échange à Noël. On ne sait pas toujours sur quoi l'on va tomber...

Chaque commission scolaire a ses méthodes pour combler les départs définitifs ou temporaires; à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys dans l'ouest de Montréal, les enseignants participent au « bassin », une sorte d'encan où, par ordre d'ancienneté, les enseignants misent et remportent un poste pour l'année.

Voir POSTES en A6

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles - télévision	C1-C7	Monde	A11, A14
Auto	D9-D13	Mots croisés	E8, S10
Bandes dessinées	E8	Mot mystère	E8
Bridge	E7	Petites annonces	E4
Décès	E7	- immobilier	E4
Économie	D1-D8	- marchandises	E4
Éditorial	A12	- emplois	E4, E5
Étes-vous observateur?	E4	- automobile	E5, E6
Feuilleton	E8	- affaires	D4
Horoscope	E5	Politique	A10
Loterie	A2, A14	Répliques	A13
		Têtes d'affiche	E2

**MÉTÉO** Voir S16  
Ciel variable  
Maximum 26 > minimum 17



## Les fonctionnaires optent sans autorisation pour le confort de la première classe

Presse Canadienne

HALIFAX — Des fonctionnaires fédéraux ont voyagé en première classe ou en classe affaires à plus de 1500 reprises au cours du dernier exercice financier, et ce en violation du règlement du Conseil du Trésor du Canada en la matière, révèle un rapport.

Ces billets de luxe, qui donnent droit à de bons vins, des repas fins et des sièges plus confortables, ont coûté aux contribuables 1,7 million de plus que s'il s'était agi de billets de classe économique.

Toujours selon ce rapport, les fonctionnaires ont refusé des tarifs plus économiques à 9500 reprises, préférant voyager à bord d'appareils d'une autre compagnie aé-

rienne dont les billets étaient plus onéreux, ce qui a ajouté 2,8 millions supplémentaires à leurs frais de voyage.

Ces statistiques sur les déplacements en avion des employés du gouvernement pour l'exercice 2000-2001 ont été préparées par l'agent de voyage d'Ottawa, BTI Canada, et obtenues en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Le rapport indique que les fonctionnaires ont effectué plus de 273 000 vols arrangés par l'intermédiaire de BTI Canada, pour une facture totale de 256 millions. La compagnie estime qu'il aurait pu en coûter 43 millions de moins si on avait opté pour le tarif le plus économique dans chaque cas.

Mais les fonctionnaires ont effec-

tué leurs réservations trop tard, ont préféré les vols directs aux vols avec escales, moins chers, ou encore ont refusé des heures d'arrivée et de départ moins coûteuses, entre autres facteurs ayant contribué à l'escalade des frais.

BTI Canada a réservé près de 15 000 vols en première classe ou en classe affaires pour le gouvernement fédéral au cours de l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars dernier.

La plupart des vols à tarifs supérieurs étaient autorisés en vertu des règles du Conseil du Trésor, qui permettent l'achat de sièges en classe affaires quand le vol dure neuf heures ou plus, ce qui est courant lors de voyages outre-mer.

Voir FONCTIONNAIRES en A2



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

## Le carnaval de Notting Hill victime de son succès

Le plus gros carnaval d'Europe a pris son envol, hier matin, dans l'ouest de Londres. Quand les derniers fêtards tituberont jusque dans leur lit, ce soir, au moins deux millions de personnes auront pris part cette 37<sup>e</sup> célébration de la culture antillaise.

Le Carnaval de Notting Hill, considéré comme un triomphe de l'intégration culturelle en Grande-Bretagne, est désormais victime de son propre succès.

En 1964, une poignée d'immigrants des Antilles ont défilé pour la première fois dans les rues de Notting Hill. Ils ne se doutaient pas que leur petit carnaval deviendrait si populaire, 37 ans plus tard, qu'il pousserait la police métropolitaine à supplier les Londoniens d'éviter de s'y rendre!

La foule est tellement dense dans les rues étroites de Notting Hill que des gens pourraient être littéralement écrasés dans la cohue, craignent les autorités policières. Les Britanniques n'ont pas oublié la tragédie de Sheffield, en 1989: 96 spectateurs d'un match de soccer étaient morts étouffés, prisonniers du stade plein à craquer d'Hillsborough.

Samedi, le policier responsable de la sécurité au carnaval, Andy Trotter, a avoué qu'il n'autoriserait pas ses propres enfants à y prendre part, de peur qu'ils soient piétinés. Mais ses inquiétudes n'ont pas empêché les adeptes des rythmes antillais d'envahir Notting Hill, hier, pour le premier de deux jours de festivités endiablées. Pas plus que la pluie qui s'est abattue pendant une bonne partie de la journée. Nous sommes à Londres, après tout.

Les autorités ont mis le paquet pour éviter les « dérapages » qui avaient jeté une ombre sur l'avenir du carnaval, l'été dernier. Vingt participants avaient été poignardés et l'un d'entre eux avait succombé à ses blessures. Un homme avait aussi été battu à mort par un gang de jeunes. Cent-vingt-neuf personnes avaient été arrêtées.

Voir CARNAVAL en A2

## La mafia nord-irlandaise

Le développement d'une société civile normale en Irlande du Nord est plus que jamais menacé par le lourd héritage laissé 30 ans de terrorisme: pas besoin de motards ni de mafiosi, ici le crime organisé est l'affaire des milices clandestines. Les paramilitaires catholiques et protestants, qui règnent en maîtres sur les quartiers pauvres de Belfast, n'hésitent pas à recourir à la fraude, au trafic de la drogue et à l'extorsion pour remplir leurs coffres. L'Irlande du Nord serait ainsi sous le joug d'environ 400 gangsters pouvant compter sur des réseaux bien organisés et armés.

Voir nos informations en A7

La GRANDE LIQUIDATION



ADIEU MODÈLES 2001

0,9% de financement à l'achat

\*Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois sur les véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Voyez votre concessionnaire Chevrolet Oldsmobile pour tous les détails.

## DEMAIN DANS LA PRESSE

### Le costume à la cote

Pour beaucoup de gens, les uniformes scolaires sont des choses qui ne se retrouvent plus que dans les écoles privées et les photos d'archives. Pourtant, à l'instar d'un nombre grandissant d'écoles aux États-Unis, plusieurs écoles publiques de l'île de Montréal ont décidé qu'elles aussi exigeraient le port d'un uniforme ou à tout le moins d'un code vestimentaire. Que ce soit pour aplanir le plus possible les différences socio-économiques entre les étudiants ou pour décourager les intrus de venir se mettre le nez dans la cour d'école, le costume retrouve la cote.

À lire demain dans le cahier ACTUEL.



## POUR NOUS JOINDRE

**La Presse** 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9  
www.cyberpresse.ca

**RÉDACTION (514) 285-7070**

**Nouvelles générales**  
general@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Éditorial, Forum**  
edito@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4816

**Actuel**  
actuel@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Auto, Mon toit, Santé Voyages**  
aso@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6972

**Quoi faire aujourd'hui**  
quoifaire@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Arts, Spectacles, Cinéma, Livres**  
arts@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4814

**Économie**  
econo@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Sports**  
sports@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 350-4854

**Têtes d'affiche**  
denis.lavoie@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272**  
**PROMOTION (514) 285-7100**  
**COMPTABILITÉ (514) 285-6892**  
**RECOURS (514) 285-6900**

#### PUBLICITÉ

**Les petites annonces : (514) 285-7111**  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30  
**Décès et remerciements : (514) 285-6816**  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30  
**Détailants : (514) 285-6931**  
**National et Télé-Plus : (514) 285-7306**  
**Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320**

**ABONNEMENT (514) 285-6911**

abonnement@lapresse.ca  
Par télécopieur : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

**Envois de publication canadienne**  
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.  
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

**LOTÉRIES** | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **2-5-5** > À quatre chiffres : **8-1-2-6**

## SUITES DE LA UNE

### TREMBLAY

Suite de la page A1

Selon lui, ce qui caractérise, malgré leurs différences, les 3000 membres de l'UCIM, « c'est un courant progressiste qui est à l'échelle de l'île et dont tous les gouvernements devront dorénavant tenir compte ».

Tout l'entourage de Gerald Tremblay semble maintenant enthousiasmé par le projet de participer à la création d'une nouvelle mégapole, à commencer par les maires de banlieue, même s'ils demeurent toutefois, officiellement du moins, opposés à la loi 170. Le maire de Côte-Saint-Luc, Robert Libman, devenu candidat de l'UCIM, est même monté sur scène pour lancer un appel à ses compatriotes banlieusards: « Soyons pragmatiques, leur a-t-il dit. Puisque les banlieues sont forcées de fusionner avec Montréal, nous devons faire élire le meilleur politicien qui travaillera pour nous. Cet homme est sans aucun doute Gerald Tremblay, puisqu'il croit à une importante décentralisation à la faveur des arrondissements. »

D'autres, comme le maire de Pointe-Claire, Bill McMurchie, n'ont pas hésité à utiliser des expressions comme « c'est formidable! » pour décrire la fondation du parti du Gerald Tremblay.

« Vous commencez à y croire? — Oui, comme une alternative, a répondu M. McMurchie. Gerald Tremblay est la meilleure alternative possible, dans les circonstances. Il est le mieux placé pour gérer cette nouvelle ville. »

Selon Michel Prescott, chef du RCM, accueilli en véritable héros par la foule (pour avoir accepté de céder sa place à Gerald Tremblay dans la fusion des deux formations politiques qui ont donné naissance à l'UCIM), « les maires de banlieue sont en train d'effectuer un véritable virage » en faveur de la grande ville. « Ils n'ont peut-être pas voulu la fusion, mais ils sont responsables et ils veulent maintenant que ça marche. »

Pour le reste, le parti de Gerald Tremblay a aussi adopté une série de résolutions — sur la démocratie municipale, le développement économique, la culture, la qualité de vie, etc. — dont une risquerait, si elle était appliquée, de bouleverser les mœurs politiques montréalaises: l'UCIM prévoit en effet ouvrir au public les débats du comité exécutif de la nouvelle ville, à partir du mois de janvier, pour une période d'essai de six mois.

Gerald Tremblay l'a répété: il souhaite que l'administration municipale soit ouverte et transparente, et axée sur le « pouvoir » des citoyens. « À partir de maintenant, a-t-il dit, aucune décision qui affecte la qualité de vie des citoyens ne sera prise par la Ville sans informer le citoyen et sans que celui-ci ait eu une véritable occasion d'influencer cette décision. Fini le moment où le citoyen était spectateur: il va devenir acteur de sa ville! »

« Quel vent frais pour Montréal! » s'est pour sa part exclamé le conseiller de Snow-

don, Marvin Rotrand, après avoir assisté aux délibérations des membres du parti. « Il y a maintenant un parti qui rassemble les meilleures forces à Montréal. Un parti qui n'a pas hésité à discuter d'environnement, de transport en commun et à faire des débats qui sont inexistantes sous l'actuelle administration. Avec Gerald Tremblay, je suis convaincu que nous sommes à l'aube d'une deuxième révolution tranquille! »

Comparant Pierre Bourque à Jean Drapeau, Michel Prescott a soutenu que l'engouement autour de Gerald Tremblay lui rappelait l'ambiance qui régnait au RCM, en 1986, peu de temps avant les élections qui ont porté Jean Doré au pouvoir. « En 1986, nous faisons face à un grand champion du secret et un démocrate frileux. Soudainement, toutes sortes de gens, de tous les milieux, avec toutes sortes d'opinions, se sont mis à nous rejoindre pour nous emmener vers une nouvelle ère. C'est ce qui fait les grands partis politiques. »



On a beau être un bobby londonien chargé de faire respecter l'ordre, il est difficile de résister aux rythmes antillais du carnaval de Notting Hill qui a attiré plus d'un million de personnes hier.

### CARNAVAL

Suite de la page A1

Cette année, 10 000 *bobbies* patrouillent les rues de Notting Hill et des équipes survolent le quartier en hélicoptère. Les policiers ont posé 80 caméras et des détecteurs de métal aux endroits stratégiques. Ils ont même procédé à l'arrestation préventive de 21 personnes soupçonnées d'avoir eu l'intention de faire du grabuge. Coût de ces imposantes mesures de sécurité: neuf millions de dollars. Du jamais vu en Grande-Bretagne. La facture dépasse celle des festivités du millénaire et des funérailles de Lady Diana.

Heureusement, ni la forte présence policière, ni les événements malheureux de l'an dernier n'ont eu raison de la fête, un joyeux *free for all* où les rues se transforment en piste de danse. Au choix des DJ, les gens se trémoussent au son de la musique latine, techno, reggae ou jazz.

À chaque coin de rue, de petites échoppes proposent de la bière, des fruits ou des mets exotiques. L'odeur des barbecues se mélange avec celle de la marijuana. La musique est assourdissante. Et bien sûr, tous les costumes sont permis. On se croirait dans un gigantesque *rave* en plein air.

Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec l'esprit du premier carnaval. Les immigrants antillais du quartier avaient repris une tradition née à Trinidad, qui célèbre chaque année la fin de l'esclavage décrétée en 1833 par l'empire britannique.

En 1964, les immigrants londoniens célébraient surtout la culture noire. À l'époque, Notting Hill était un quartier pauvre, secoué par de fréquentes émeutes raciales.

Aujourd'hui, tout comme le carnaval, Notting Hill s'est considérablement embourgeoisé. Les vedettes de cinéma et les jeunes BCBG qui habitent ce quartier « cool » ont fait monter le prix des propriétés en flèche. La romance de Hugh Grant et de Julia Roberts, dans la comédie *Notting Hill*, a achevé le travail, en poussant des milliers de touristes à entreprendre un incessant pèlerinage dans les rues du quartier.

Résultat, les résidents n'ont plus vraiment le goût à la fête. Ils sont 3500 à fuir leur quartier durant le carnaval. Les autres se plaignent de la musique, d'être privés de leur voiture et, surtout, des 150 tonnes de déchets qui s'accumulent en deux jours sur le pas de leur porte.

Le maire de Londres, Ken Livingstone, pourrait soulager les résidents de leur tourment dès l'an prochain en proposant un nouveau tracé pour le défilé du carnaval, question d'éviter une tragédie comme celle du stade d'Hillsborough. Il a déjà proposé Hyde Park, mais les organisateurs s'y opposent. Depuis le début, le carnaval célèbre la liberté de pouvoir occuper les rues, soulignent-ils. Le déplacer dans un parc le tuerait pour de bon, en le privant de la joyeuse folie qui lui reste encore.

### FONCTIONNAIRES

Suite de la page A1

Les hauts fonctionnaires — ministres, sous-ministres et fonctionnaires relevant du cabinet — peuvent également voyager en classe affaires, à leur discrétion.

Le rapport permet cependant d'apprendre que 1554 billets achetés au tarif le plus coûteux n'étaient pas conformes à la politique du Conseil. Les infractions au règlement se répartissaient entre divers agences et ministères, dont la Gendarmerie royale du Canada, Santé

Canada, Pêches et Océans, Développement des Ressources humaines, Affaires étrangères, Défense et Conseil privé.

En moyenne, chaque billet de première classe ou de classe affaires ajoutait plus de mille dollars au coût d'un siège à tarif régulier.

Selon un porte-parole du Conseil du Trésor, chaque ministère a la responsabilité de contrôler ses propres violations au règlement, et l'employé qui opte pour un billet à

tarif supérieur non autorisé doit en assumer le coût. Le rapport ne donne aucun détail sur d'éventuels remboursements effectués par des employés.

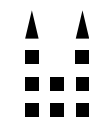
Les statistiques démontrent par ailleurs qu'Air Canada a obtenu la part du lion des achats de billets d'avion du gouvernement fédéral, soit environ 74 du total. Les Lignes aériennes Canadien International, qui ont depuis été absorbées par Air Canada, suivaient avec 11 %.



ROLEX

S E R V I C E

POUR LE BON FONCTIONNEMENT DE VOTRE ROLEX, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUS LES CINQ ANS



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

2075521

## Des employés fédéraux bloquent la circulation en Colombie-Britannique

Presse Canadienne

WHITE ROCK, C.-B. — Des fonctionnaires fédéraux et leurs partisans ont ralenti la circulation à un poste frontière de la région de Vancouver, hier, pour appuyer leurs revendications salariales.

Dans une allusion à la dernière offre patronale, ils ont brandi des pancartes où on pouvait lire des slogans comme « 2 %, ça ne nourrit même pas mon chien ».

Environ 77 000 salariés représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada demandent une augmentation de salaire de 5 % par an, pendant trois ans, mais leur employeur, le gouvernement fédéral, se borne à offrir entre 2 et 2,5 % à différents groupes d'employés.

Le syndicat espère que cette action fera bouger le Conseil du Trésor, a expliqué une porte-parole syndicale, qui a ajouté que cette manifestation improvisée avait été

déclenchée par la frustration des syndiqués devant l'allure des négociations en cours à Ottawa.

Selon le porte-parole du Conseil du Trésor, les négociations se poursuivent.

Les syndiqués ont organisé des manifestations et débrayages massifs ces deux dernières semaines.

Les automobilistes qui rentraient au Canada, venant des États-Unis, ont subi un retard d'une vingtaine de minutes dû à la manifestation, a dit la porte-parole syndicale.

# ACTUALITÉS

## Tremblay promet du contenu... et du contenant

ÉRIC TROTTIER

Gérald Tremblay ne cesse de répéter qu'il entend faire de la campagne à la mairie de Montréal un débat de contenu et d'idées. Mais le contenant a pris le dessus hier au congrès de fondation de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM).

Les organisateurs de l'ancien ministre libéral, avec, à leur tête, l'homme de publicité André Morrow, avaient mis le paquet pour impressionner la galerie (de presse). Musique tonitruante rappelant la série de films *Rocky*, écrans géants montrant ce qui se passe sur la scène avec montage serré, affiches du parti tapissant la salle, photos de M. Tremblay avec ses nouvelles montures de lunettes, « cheerleaders » réparties dans la salle ayant pour mandat de marquer les applaudissements; tout a été mis en oeuvre pour donner au lancement officiel de ce nouveau parti politique les allures d'une convention à l'américaine.

Le spectacle a pris véritablement son envol quand, après trois courts discours livrés par Robert Libman, Marvin Rotrand et Michel Prescott, on a présenté un à un la centaine de candidats du parti. Avec un éclairage digne de la présentation du match des étoiles au hockey.

Tout a été prévu. Avant qu'on ne leur présente leur chef, les 2000 militants-spectateurs ont eu droit à un bijou de vidéoclip, dans lequel on voit Montréal, d'abord dans la nuit (message: ça, c'est la situation actuelle), puis, Montréal dans un lever de soleil spectaculaire (message: ça, c'est Gérald Tremblay qui reprend la situation bien en mains).

Par la suite, sur des images prises au cours de l'été, on a pu voir le chef de l'UCIM s'entretenir avec des Montréalais dans différents événements auquel le candidat à la mairie a participé. On le voit serrant des mains, rire, parler, mais surtout être à l'écoute des gens (message: Gérald Tremblay va les écouter, lui, les Montréalais), toujours sur une musique qui aurait décidément pu être choisie par le Parti républicain américain (ou démocrate, c'est comme vous préférez).

À la fin du vidéo, on dévoile le tout nouveau slogan du parti: « Avec l'équipe Tremblay, ça va marcher! »

Il y a aussi eu des moments d'émotion. Par exemple, quand Gérald Tremblay est apparu sur la scène pour aller saluer ses candidats. La musique et les applaudissements nourris de la foule aidant, on a bien cru apercevoir, à un moment, des larmes dans les yeux de Georges Bossé, le maire de Verdun.

Après d'autres moments forts — par exemple, lorsque la femme de M. Tremblay et ses deux enfants sont venus le rejoindre sur scène pour l'embrasser (mes-



Gérald Tremblay

Photothèque La Presse ©

sage: cette famille est unie) —, la cerise sur le sunday: le vieux Germain Prigent, le doyen des conseillers municipaux à Montréal, victime d'un accident cérébrovasculaire, l'année dernière, marche péniblement jusqu'à Gérald Tremblay. À 74 ans, M. Prigent ne se représente pas, car il a maintenant de la difficulté à marcher, mais il a donné son appui à Gérald Tremblay à au moins deux reprises (on l'avait sorti de la même façon au lancement de la

campagne de M. Tremblay, en février dernier).

Il fallait voir M. Tremblay, après le congrès, déclarer qu'il refuse de faire des promesses électorales parce qu'il souhaite implanter une nouvelle forme de politique: « On veut faire un débat d'idées et de contenu », a-t-il martelé.

Message: pour le débat, il faudra passer.

## Beaucoup de libéraux dans l'entourage de l'UCIM

ÉRIC TROTTIER

IL Y AVAIT beaucoup de libéraux provinciaux hier au congrès de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM).

D'une part, Gérald Tremblay estime avoir fait un bon coup en recrutant le député libéral de Viger, Cosmo Maciocia, qui va représenter l'UCIM aux élections municipales du 4 novembre prochain.

« Cosmo Maciocia est un compagnon d'armes pour qui j'ai la plus haute estime, a dit le chef de l'UCIM en présentant son « candidat vedette », hier matin. Il connaît à fond sa circonscription, se dévoue depuis des années pour les gens de son comté et saura mettre à profit son expérience politique dans l'arène municipale. »

Depuis 1981, M. Maciocia est député de Viger, une circonscription du nord-est de Montréal qui doit disparaître à la suite de la réforme de la carte électorale. « Je voulais un nouveau défi, a-t-il expliqué. Depuis le printemps, j'envisageais de laisser Québec pour revenir à Montréal. Disons que la réforme m'a probablement aidé à prendre la décision finale. »

M. Maciocia, qui n'a pas encore expliqué son choix au chef libéral Jean Charest, qu'il doit rencontrer demain, sera candidat dans l'arrondissement Rivières-Prairies-Pointe-aux-Trembles, dans le district Marc-Aurèle-Fortin qui fait partie du comté de Viger.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle acquisition par le clan Tremblay a fait jaser hier matin au congrès de l'UCIM, compte tenu que les troupes de Jean Charest ont promis de défusionner la nouvelle ville de Montréal.

Quand on lui demande s'il n'est pas trop associé aux libéraux, à la blague, Gérald Tremblay répond: « Notre parti est composé de membres du Bloc québécois, d'anciens du PQ; il manquait quelques libéraux pour équilibrer cette équipe. »

Plus sérieusement, il ajoute qu'au municipal, les partis politiques traditionnels sont confondus.

N'empêche, il peut paraître paradoxal de voir autant de libéraux aider Gérald Tremblay à remporter la bataille électorale contre Pierre Bourque, dans l'espoir de le porter à la tête d'une mégapole que Jean Charest a promis de défusionner.

M. Maciocia nuance: les opposants aux fusions, qui envoient ces semaines-ci des résolutions à Jean Charest pour lui demander de respecter sa promesse, vont peut-être finir par s'habituer à la nouvelle ville de Montréal, dit-il: « Si (avec Gérald Tremblay à la mairie) on est capable de démontrer que, après la fusion, avec la décentralisation, on peut donner les mêmes services aux arrondissements, je pense que les craintes vont finir par disparaître. »

Le député de Lafontaine, Jean-Claude Gobé, est du même avis: « Jean Charest a dit qu'il répondrait aux demandes de ceux qui veulent défusionner. Si une bonne équipe est élue à la direction de la Ville de Montréal, le jugement des citoyens sera positif et peut-être n'aurons-nous pas la nécessité de le faire (défusionner). »

-Donc, une bonne équipe peut faire en sorte que la fusion ne soit pas si catastrophique que certains le pensent dans les banlieues?

-Une bonne équipe peut faire en sorte que (après la fusion) les citoyens se retrouvent dans leur milieu, que les taxes n'augmentent pas, que les services soient donnés ou améliorés. »

## Une collision frontale fait un mort et deux blessés

RAYMOND GERVAIS

Un automobiliste de 81 ans a perdu la vie et sa fille de 48 ans reposait hier soir dans un état critique à l'hôpital, après que la voiture dans laquelle ils prenaient place fut entrée en collision frontale avec une voiture de la Sûreté du Québec, tôt hier matin à Noyan, non loin de la frontière américaine.

Le policier qui conduisait le véhicule de la SQ a lui aussi été blessé grièvement. L'agent de 27 ans a subi une commotion cérébrale, une double fracture à une jambe ainsi que de multiples contusions et ecchymoses sur tout le corps. Sa vie ne serait toutefois pas en danger.

Le policier et la passagère du véhicule ont été transportés à l'hôpital du Haut-Richelieu, à Saint-Jean.

Comme la Sûreté du Québec est impliquée dans un accident où il y a eu mort d'homme, l'enquête a été confiée à la police de la Communauté urbaine de Montréal par souci de transparence et afin de se conformer à la politique ministérielle en pareille circonstance.

La collision s'est produite vers 8 h 30 sur la route 202 à Noyan, en Montérégie. Deux voitures de la SQ ayant chacune un policier à bord, répondaient à un appel d'urgence de priorité 1. À la SQ, ce code signifie que la sécurité d'une personne est en danger. Le répartiteur de service a donc dépêché deux véhicules du poste de Lacolle sur l'appel d'urgence. Habituellement, lorsque les policiers répondent à un tel appel, ils doivent actionner leurs gyrophares et faire fonctionner leurs phares clignotants.

La police de la CUM n'a pas précisé hier si les gyrophares étaient en action sur les deux véhicules de la SQ lorsque l'accident s'est produit.

Selon les premières constatations des enquêteurs de la section enquête accident de la police de la CUM, l'accident est survenu à l'ouest de l'intersection du chemin Bord de l'eau, dans la voie ouest de la route 202, où circulait les véhicules de police. Le véhicule de marque Ford Tempo, conduit par l'octogénaire, se dirigeait vers l'est.

Pour une raison encore inconnue, le conducteur aurait quitté sa voie, traversant une ligne continue pour se retrouver dans la voie opposée, près de l'accotement, à quelques mètres seulement de l'intersection. L'impact a été très violent et le véhicule de police s'est retrouvé dans le fossé. Il semble que le policier a été pris par surprise par la manoeuvre du conducteur, puisqu'aucune trace de freinage n'a été décelée sur la chaussée. Il aurait tenté d'éviter l'impact à la dernière seconde en donnant un coup de volant à droite. Des témoins, qui se trouvaient à l'intérieur d'un restaurant situé à proximité de l'intersection du chemin Bord de l'eau, ont indiqué que les voitures de police roulaient beaucoup trop vite et sans gyrophares.

Le petit restaurant en question appartient à un membre de la famille de l'octogénaire. La police croit que le conducteur aurait pu avoir un moment de distraction et quitter sa voie avant d'arriver à l'intersection où il avait sans doute l'intention de tourner à gauche. Cette hypothèse pourrait expliquer les circonstances de l'accident. La policière qui prenait place dans le second véhicule a immédiatement demandé assistance et s'est portée au secours des blessés.

L'agent qui a été blessé est membre de la SQ depuis trois ans. Avant son entrée à la Sûreté, il était policier à Saint-Bruno.

La victime dont l'identité n'a pas été révélée, est originaire de Lacolle.

La route 202 a été fermée à la circulation jusque vers 16 h 30.

ATTENTION

PUISSANTES

SENSATIONS

# PATHFINDER

1,8%<sup>ANNUÉL</sup> FINANCEMENT À L'ACHAT

**399\$** PAR MOIS, location 48 mois\*

0\$ acompte disponible

- DISPOSITIF ANTI-BLOCAGE DES ROUES -TOUT TERRAIN-
- RADIO AM/FM/CD AVEC 6 HAUT-PARLEURS, 100 WATTS
- JANTES EN ALLIAGE 16 PO
- SYSTÈME ANTIVOL ET ANTIDÉMARRAGE AVEC CLÉ À PUCE
- ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
- DIFFÉRENTIEL AUTOBLOQUANT ARRIÈRE
- MOTEUR V6 DE 250 CHEVAUX
- CLIMATISEUR
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

**NISSAN**

\*Location de 48 mois pour le Pathfinder XE 2001 (5CLG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 4 295\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCF. \*\*Taux de financement de 1,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122 **TOUJOURS PLUS LOIN.**

# L'inquiétude s'empare de clients d'Air Transat

RAYMOND GERVAIS

Certains voyageurs qui ont acheté des billets chez Air Transat sont inquiets de partir et demandent à leur agence de voyage de vérifier avec la compagnie sur quel type d'appareil il doivent s'embarquer.

Plusieurs agences de voyage ont été prises d'assaut depuis qu'un Airbus A330-200 de la compagnie de charter québécoise, Air Transat, a fait un atterrissage d'urgence sur l'île de Terceira, aux Açores vendredi, à la suite d'une fuite majeure de carburant.

« Certains voyageurs désirent changer de transporteur, tandis que d'autres nous demandent de quel type d'appareil il s'agit et si les avions sont sécuritaires », a expliqué hier une conseillère en voyages d'une agence montréalaise.

Rappelons que Transports Canada a annoncé vendredi que toutes la flotte d'Air Transat sera soumise à une inspection rigoureuse qui sera effectuée par l'organisme fédéral cette semaine et que tous les vols d'Airbus d'Air Transat en direction de l'Europe, devront voler à moins d'une heure des côtes en tout temps, afin de pouvoir se poser sur un aéroport en cas d'urgence.

Hier, les mécaniciens d'Air Transat et des spécialistes français de la compagnie Airbus attendaient les pièces de rechange et l'outillage nécessaire afin de procéder à la réparation du train d'atterrissage de l'avion.

Michel Lemay, porte-parole d'Air Transat, a expliqué hier que des pièces de rechange et de l'outillage en provenance de Toulouse, avaient été commandées hier.

« Notre première préoccupation consiste à réparer le train d'atterrissage afin de pouvoir bouger l'appareil et de libérer la piste qui est fermée depuis trois jours.

On ignore combien de temps sera nécessaire afin de procéder aux réparations.

À part le train d'atterrissage, l'avion ne



Photo AFP

**Le pilote de l'avion d'air Transat qui a atterri en catastrophe aux Açores, Robert Piché, hier au moment où il quitte l'aéroport de Lajes.**

semble pas avoir été endommagé.

La seconde étape consistera à l'enquête proprement dite. Les enquêteurs portugais ne sont toujours pas arrivés sur l'île. Ils attendent que la piste soit rouverte », a déclaré M. Lemay.

Une fois que le train d'atterrissage sera réparé, que les inspecteurs auront terminé leur travail et que la cause de la panne sèche aura été corrigée, l'Airbus reviendra à Montréal à l'atelier de réparation d'Air Transat pour y subir une inspection complète.

Quant aux sept passagers qui se trouvent toujours sur l'île de Terceira, ils devraient la quitter lorsque l'aéroport sera rouvert, ayant choisi de quitter l'île par avion plutôt qu'en bateau.

L'équipage du vol TS236 doit lui aussi demeurer sur place jusqu'à l'arrivée des enquêteurs portugais.

# L'isolant de fils électriques serait à l'origine de plusieurs accidents aériens

Presse Canadienne

HALIFAX — Des experts affirment que plus de 400 incidents aériens survenus au cours des trente dernières années dans le monde sont attribuables à des défaillances de fils électriques, et plus précisément de l'isolant soupçonné d'avoir engendré la tragédie du vol 111 de Swissair.

Un organisme privé de surveillance, composé d'experts en sécurité aéronautique, a examiné des incidents du transport aérien survenus entre 1972 et 2000. Il vient de compiler une liste englobant tous les cas attribuables à des défauts des fils électriques — des accidents entraînant des décès aux rapports faisant seulement état de la présence de fumée dans le poste de pilotage.

Un des auteurs du rapport, Ed Block, spécialiste des fils électriques pour l'Association internationale de la sécurité aérienne, a dit avoir été secoué par le grand nombre d'incidents rapportés. En les voyant regroupés en un seul rapport, il s'est dit que c'était là « la preuve dont nous avons besoin pour démontrer que les fils électriques sont et continueront d'être un problème ».

M. Block a épluché des centaines de rapports d'incidents enregistrés par l'Administration fédérale de l'aviation américaine (FAA) et le Conseil de sécurité du transport américain, afin de produire une liste qui prouve, selon lui, que les fils électriques des avions constituent un problème systémique mais négligé.

Ses constatations, transmises au Bureau de la sécurité des transports du Canada, dit-il, mentionnent des dizaines d'incidents impliquant des fils électriques isolés avec du Kapton. Ce matériau controversé a été associé à plusieurs accidents, dont celui du vol 111 de Swissair, un MD-11 qui a plongé dans l'océan au large de la Nouvelle-Écosse, en 1998, faisant 229 morts.

Le Bureau de la sécurité des transports du Canada, qui mène des tests sur 20 fils brûlés de l'appareil, qu'il croit avoir été endommagés par des étincelles entre fils, a découvert la preuve qu'un incendie a éclaté dans le plafond, près du poste de pilotage, mais n'en a pas découvert la cause. Le Bureau a aussi établi que des fils recouverts de Kapton étaient carbonisés et qu'il existait des indices d'arc électrique, un phénomène apparenté au court-circuit.

M. Block, qui siège également à un comité de la FAA, soutient que les autorités du transport aérien savent depuis le début des années 1970 que le Kapton est potentiellement inflammable, mais qu'elles n'ont pas fait grand chose pour corriger le problème.

Toujours selon l'expert, le Bureau de la sécurité des transports du Canada devrait déjà avoir émis des recommandations beaucoup plus rigoureuses.

Le Bureau compte produire des recommandations de sécurité additionnelles demain, dans le cadre de l'enquête sur la tragédie de Swissair, et M. Block espère que celles-ci incluront des mesures relatives aux fils électriques.

À la FAA, un porte-parole a soutenu que l'organisme avait réagi adéquatement face au problème des fils électriques, notamment par l'émission de 70 directives sur les fils électriques à bord des MD-11.

Ces directives, et d'autres mesures, sont survenues cinq ans après l'explosion du vol 800 de TWA au large de New York. Les enquêteurs croient maintenant qu'une étincelle dans les fils électriques a fait exploser des vapeurs d'essence, entraînant la mort des 230 personnes à bord.

Chez Swissair, on a par ailleurs modifié l'installation de certains fils électriques dans la cabine de pilotage.

## La vente du grand ménage 2001 chez Pie-IX Dodge Chrysler

# GRAND NETTOYAGE



Tous les modèles 2001 et véhicules de démonstration à des prix incroyables.



Stock no 21-295

### PT Cruiser 2001

- Glaces teintées
- Glaces à commande électrique
- Climatiseur
- Et beaucoup plus

0\$ comptant

Aussi plus de 12 PT Cruiser en stock

Démo 329\$\*/mois

### PT Cruiser Ltd. 2001

- Bien équipé • Cuir
- Toit ouvrant
- Roues en aluminium
- Lecteur de DC

0\$ comptant

Démo 377\$\*/mois

Stock no 21-837



Stock no 21-828

### Sebring 2001 6 cylindres

- Bien équipé
- Sièges à commande électrique
- Radio - lecteur de DC
- Télédévrouillage
- Ordinateur de voyage
- Et beaucoup plus

0\$ comptant

Aussi plus de 15 Sebring et Intrepid en stock

Démo 349\$\*/mois

### Intrepid ES 2001

- Bien équipé • Phares antibrouillard • Roues en aluminium
- Sièges à commande électrique
- Télédévrouillage

0\$ comptant

Démo 369\$\*/mois

Stock no 21-614



\*Voir détails en magasin Photos à titre indicatif seulement

Toujours ouvert à [www.pieixchrysler2000.com](http://www.pieixchrysler2000.com)



**pie IX** DODGE CHRYSLER 2000 inc.

(514) 327-9000

9350, boul. Pie-IX, Montréal (Nord du Métropolitain)

Aussi le meilleur taux horaire pour atelier mécanique 49 \$/heure pour toutes les marques

## Se baigner les seins nus? Insignifiant, dit Girouard

SILVIA GALIPEAU

S'IL N'EN AVAIT TENU qu'à lui, jamais Michel Girouard n'aurait écrit quoi que ce soit sur Céline Dion et ses soi-disant baignades nues dans un hôtel de Las Vegas. Jamais, parce qu'il trouve tout simplement la nouvelle insignifiante. Mais ce qu'il trouve moins insignifiant, c'est de se faire exiger des excuses, pour une nouvelle qui ne vient même pas de lui.

Lundi dernier, le célèbre couple Dion-Angelil a tenté une poursuite de cinq millions pour atteinte à la réputation et à l'image contre Amylitho, qui publie le journal *Allô-Vedettes*, et son chroniqueur Michel Girouard. « Mais il n'y a pas eu d'atteinte à la réputation », a répété hier le coloré Michel Girouard, en entrevue à *La Presse*.

L'histoire remonte à mai dernier. Le journal américain à potins *Star* révélait que le couple Dion-Angelil avait loué une chambre d'hôtel à l'Hôtel Ceasars de Las Vegas et déboursé 5000 \$ par jour pour avoir une piscine à lui seul et s'y baigner en paix : elle les seins nus, lui, le reste.

« Moi, cela m'a paru un fait anodin, a rajouté Michel Girouard. Je connais Las Vegas et je sais que toutes les femmes se baignent les seins nus. »

Mais Céline étant la vedette qu'elle est, la nouvelle a été reprise, notamment dans *Allô-Vedettes*, mais aussi dans le quotidien torontois *National Post*. Les procureurs de Céline Dion et de René Angelil ont envoyé des mises en demeure à chacune des trois publications — au *Star*, à l'origine de l'affaire, au *National Post* et à *Allô-Vedettes* —, leur exigeant de se rétracter et de s'excuser, leur fournissant le texte précis de la rétractation et de l'excuse à publier.

Le *National Post* a plié en publiant le texte voulu. Du côté d'*Allô-Vedettes*, on est pas là. « Nous, la direction d'*Allô-Vedettes*, nous avons publié des extraits de cette lettre, en disant qu'elle (Céline Dion) ne s'était pas baignée les seins nus. Mais eux voulaient des excuses. La direction a trouvé que c'était un peu exagéré concernant l'importance de la nouvelle, qui, moi, en ce qui me concerne, est un fait anodin. »

**ANGLAIS**  
 Petits groupes : 3 à 7 personnes : admission continue  
 COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs  
 de jour, 25 h/semaine 1 à 7 fois/semaine • 220 \$/30 h\*  
 145 \$ à 165 \$/semaine\*  
 \*Matériel pédagogique inclus, exempt de taxes, déduction d'impôt, frais d'inscription : 45 \$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins  
 Cours privés : toutes les langues

*Converlang*  
 école de langues postmoderne  
 accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, MtL  
 (514) 278-5309 [www.converlang.com](http://www.converlang.com)

# Une montgolfière heurte une ligne à haute tension: six morts

Agence France-Presse

CHAMBÉRY, France — Six personnes dont un enfant sont décédées hier matin à la suite de l'embrasement de leur montgolfière qui a heurté une ligne à haute tension, à Verrens-Arvey, près de Cléry (Savoie), a-t-on appris auprès de la gendarmerie et des pompiers.

Peu après 08h00, la montgolfière tentait de se poser à Verrens-Arvey, sous le col de Tamier (alt. 800 m) lorsqu'elle a touché une ligne à 20 000 volts et a pris feu, ont indiqué les pompiers.

La montgolfière a ensuite repris de l'altitude, et les bombes de gaz à bord ont explosé en raison de la chaleur dégagée, a-t-on ajouté de même source.

Les victimes sont mortes carbonisées. Deux cadavres entiers ont été retrouvés, et les restes des corps qui ont été éparpillés par l'explosion sont toujours recherchés au sol.

Les lignes de transport électrique constituent « l'ennemi numéro un de l'aérostier », a déclaré à l'AFP l'organisateur de la Biennale mondiale de l'aérostation et pilote-instructeur, Philippe Buron-Pilâtre.

« L'un des dangers majeurs pour l'aérostier sont les lignes électriques, à haute, moyenne ou basse tension, parce qu'elles sont parfois cachées pour éviter que cela dégrade trop l'environnement », a expliqué M. Buron-Pilâtre.

« Lorsqu'elles se trouvent à la sortie d'un bois et que le pilote est en procédure d'approche, il la voit souvent trop tard, ce qui peut occasionner des accidents », a-t-il ajouté, précisant que les pilotes sont néanmoins « formés pour passer les lignes en ascension ».

Dans certaines régions, Électricité de France (EDF) met des boules argentées sur les lignes afin qu'elles soient plus visibles. Lors de grands rendez-vous, comme la Biennale de Chambley (est), les organisateurs se



Le drame survenu à Verrens-Arvey (Savoie), dans le sud-est de la France, est l'un des plus graves accidents de montgolfière survenus dans le monde depuis plus de dix ans.

Photo AP

font communiquer le tracé des lignes électriques par EDF.

« Il peut arriver que la montgolfière heurte les lignes à haute tension sans forcément provoquer d'accident irréversible, et le pilote est préparé pour parer aux petits in-

cidents », a précisé M. Buron-Pilâtre.

En revanche, lorsque des éléments métalliques de l'appareil entrent en contact avec une ligne de transport d'électricité, il se produit un phénomène appelé « arc électrique ». « Cela peut occasionner un dommage à la

bouteille de gaz ou faire prendre le feu à l'osier de la nacelle. Il suffit d'une fuite de gaz, d'un début de feu, pour que tout s'enflamme immédiatement », a-t-il expliqué.

Mais ce phénomène, selon lui, est « extrêmement rare ».

## L'Heure du Midi commence à

# 11h30

## aujourd'hui



Sous la conduite de **Pierre Craig** : l'état de l'actualité à la mi-journée et l'analyse de l'événement le plus significatif, avec l'entrevue. Une nouveauté : **Sébastien Bovet** couvre Québec et les régions de l'Est.

### L'HEURE DU MIDI en semaine 11h30

Réalisation-coordination : Benoît Dicaire



ICI Radio-Canada

POSTES

Suite de la page A1

Les plus chanceux (les plus vieux dans la liste) pourront mettre la main sur des tâches à temps complet, voire même sur l'un des quelques postes permanents disponibles. Les derniers arrivés souhaiteront seulement que les petits 40 % de tâche dont ils ont hérité seront assortis d'assez d'heures de suppléance pour leur permettre de remplir leurs journées...

Tout se joue au « bassin », une façon radicale pour les jeunes profs de replonger dans la précarité après quelques semaines de vacances.

Lundi 20 août, entre deux nuages de pluie. Au moment d'entrer dans l'auditorium de l'école secondaire Jean XXIII à Dorval, Sophie Laporte et Annie Goyette savent qu'elles travailleront le vendredi suivant, mais ne savent pas encore où. Bachelière en enseignement de l'histoire au secondaire, Sophie a décidé de compléter un second bac en enseignement religieux et moral devant le peu de postes offerts dans son premier choix. Elle enseigne depuis maintenant cinq ans, comme Annie, enseignante de français au secondaire. Les deux filles espèrent sortir du « bassin » avec une charge à temps complet pour l'année. « En tout cas, on prend rien en bas de 70 % ! »

Depuis sa création en 1999, la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys — la deuxième en importance au Québec avec ses 85 écoles secondaires et primaires — réunit ainsi, dans une même salle, quelque 400 enseignants sans permanence pour la distribution des postes à combler quelques jours avant la rentrée. Le laps de temps est court, reconnaît Chantal Thériault du service des ressources humaines. « Mais il faut tenir compte des nouvelles inscriptions d'élèves, des résultats des cours d'été, des déménagements, des enseignants qui tombent en congé de maternité ou d'invalidité pendant l'été... » Le système diffère parfois d'une commission scolaire à l'autre; à Laval

par exemple, le « bassin » se déroule au téléphone.

En épluchant la liste des postes disponibles, les enseignants essaient d'évaluer les meilleures offres. Les enseignants ont parfois des petites surprises lorsqu'ils contactent la direction de leur nouvelle école, une fois qu'ils ont accepté leur poste. D'abord, ils ne trouvent pas dans l'offre d'emploi le quartier où se situe l'école et, à moins de connaître l'établissement de nom, il ne sauront pas quelle en est sa clientèle. Les niveaux auxquels il faudra enseigner ne sont pas non plus toujours indiqués. Donner le même cours de français à cinq groupes de cinquième secondaire est moins lourd que d'avoir à donner cinq cours différents de la première à la cinquième secondaire! Et puis, les descriptions de tâches sont parfois assez vagues. Même s'il est formé pour enseigner la chimie, les sciences physiques, l'écologie ou la biologie, l'enseignant en sciences aimerait avoir une description plus précise que « Sciences » sur l'offre d'emploi.

Et tout le monde sait que d'autres postes s'ajouteront une fois la rentrée complétée. Les enseignants du bas de la liste d'ancienneté doivent user de stratégie: accepter un poste aujourd'hui ou espérer une meilleure offre en septembre, au risque de se retrouver sans classe cet automne?

Alors, pendant toute la durée du « bassin », des rumeurs circulent sur les postes offerts. L'un connaît le directeur de telle école et sait que ce poste annoncé en adaptation scolaire implique plusieurs heures en enseignement de l'anglais... Un autre a appris que ce remplacement indiqué jusqu'en juin se termine en fait au mois de mars... Une autre a entendu dire que la direction de telle école était vraiment cassépieds...

L'encan commence. Lorsqu'il est appelé, l'enseignant se lève et indique le numéro du poste qu'il désire

obtenir. Les responsables vérifient si la tâche réclamée concorde avec les compétences de l'enseignant (non, le prof d'éducation physique ne peut pas choisir d'aller enseigner le français à moins d'avoir une qualification dûment reconnue), les autres postulants rayent le poste de la liste, quelques soupirs de désappointement se font parfois entendre.

Mais la solidarité est manifeste parmi les jeunes enseignants. Alain s'est fait chaudement applaudir quand il a obtenu un des postes permanents ouverts dans une polyvalente de Verdun. C'était donc son troisième et dernier bassin. « En plus, c'est à l'école que je voulais! » s'exaltait l'enseignant en mathématiques à sa sortie de la salle.

Tous ne sortent pas aussi emballés. Patrick, enseignant en éducation physique, s'est résigné à retourner à l'école primaire où il enseignait l'an dernier. Il aurait préféré une tâche dans une école secondaire, avec des ados peut-être un peu plus nonchalants... mais dont il n'est pas obligé d'attacher les souliers avant le cours! « J'ai hésité avec un poste au secondaire, mais il n'était que de 40 % » Il entreprendra sa sixième année d'enseignement sans avoir encore obtenu exactement ce qu'il voulait. Peut-être aura-t-il plus de chance l'an prochain? « Oui mais, un an, c'est long... »

Le système du « bassin » n'est pas parfait, reconnaît la commission scolaire, mais c'est le meilleur compromis qu'on a pu trouver avec le syndicat des professeurs. Ce dernier tient mordicus au principe de l'ancienneté. En principe, les plus anciens ont accès aux meilleurs postes et tous ont une chance de décrocher un jour le poste de leurs rêves. Mais ce système qui considère que tous ont une compétence égale en fait grogner certains. Les directions d'école, par exemple, n'ont pas le pouvoir de réserver un poste pour une personne qu'elles

désirent avoir dans leur équipe (par exemple, un ancien stagiaire qui avait été particulièrement apprécié). Tous connaissent cependant des cas où des directions d'école ont annoncé la libération d'un poste à la toute dernière minute ou ont triché un peu dans la description de tâche pour favoriser un candidat. Mais si elles se font coincer par le syndicat, gare à elles! Les règles sont les règles: la plupart des enseignants semblent s'y résigner et surveillent farouchement tout écart au système.

Quatre heures après le début du « bassin » dans l'auditorium où il fait chaud comme dans un sauna, Sophie attend toujours son tour en trépidant. Plusieurs de ses « aînés » dans son champ d'enseignement n'ont pas encore choisi les postes sur lesquels elle a l'oeil. Elle calcule ses chances: oui oui, peut-être obtiendra-t-elle ce poste permanent dans une école de Verdun? — Sophie Laporte!

— Oui! Document bleu, page 60, champ 14, poste 335!

Les pages se tournent, les responsables se consultent en faisant des signes de tête. Aucune objection n'est soulevée. La salle applaudit Sophie qui vient, elle aussi, de subir son dernier « bassin ». Elle ne sait pas encore si elle devra donner des cours d'enseignement religieux ou de morale (en plus des cours de formation personnelle et sociale et d'éducation au choix de carrière), ni à des élèves de quels niveaux, mais elle a au moins obtenu un poste permanent. À partir de l'an prochain, elle sera parmi les premières à choisir dans la banque de postes réguliers en juin, et sera ainsi mieux placée pour obtenir un jour une place en histoire.

Une demi-heure plus tard, Annie décroche un poste à la même école que Sophie pour remplacer une enseignante en congé de maternité. Le poste permanent pour elle, ça sera peut-être pour l'an prochain, au prochain bassin.

KAHNAWAKE

La consultation de la méfiance

LAURA-JULIE PERREAU

Il y a LOIN de la coupe aux lèvres avant que le conseil de bande de Kahnawake et le gouvernement fédéral puissent signer l'entente-cadre sur laquelle ils se sont entendus récemment et qui vise à repenser le mode de gouvernance des mohawks.

Les consultations publiques qui viennent tout juste de commencer laissent entrevoir d'importantes dissensions au sein de la communauté de Kahnawake.

Timmy Norton, responsable des relations médiatiques du conseil de bande de la communauté mohawk, convient que dès les premières rencontres de consultation, des membres de Kahnawake ont émis des doutes quant au cadre juridique qui entourera les relations Mohawks-Ottawa, advenant la ratification du traité qui soustrait la communauté de Kahnawake à l'application de la Loi sur les Indiens, adoptée en 1876.

L'entente-cadre prévoit que les nouveaux paramètres que choisissent les Mohawks de Kahnawake pour s'autogouverner, seront encadrés par la Charte canadienne des droits et libertés et par les autres lois suprêmes du Canada.

« C'est le terrain le plus glissant en ce moment. Nous nous demandons si nous devons suivre notre propre Charte des droits ou celle du Canada », résume M. Norton, frère du grand chef Joe Norton qui négocie cette entente depuis plus de 10 ans avec les élus fédéraux.

Le problème, admet-il, est que les Mohawks n'ont pas pour l'instant leur propre Charte. « Mais les gens du conseil essaient de mettre en place quelque chose qui pourrait faire l'affaire de tout le monde », espère M. Norton. Selon lui, « chacun ou presque » des quelque 7000 Mohawks de Kahnawake seront consultés avant qu'une entente finale soit rédigée.

Outre l'entente-cadre établissant de nouvelles relations entre les Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Canada, quatre ententes supplémentaires touchant différents aspects de l'autogérance, soit le contrôle de l'éducation, de la langue mohawk et de la culture, l'appartenance à Kahnawake, les terres de Kahnawake et le service de police, seront aussi le sujet des consultations pour lesquelles il n'existe pas d'échéancier.

Les traditionalistes en furie

Si certains Mohawks sont prêts à faire entendre leurs dissensions partielles lors des réunions convoquées par leur conseil de bande, les traditionalistes de Kahnawake rejettent en bloc cette entente qu'ils comparent à une trappe à souris.

« Le résultat final, que ça se fasse avec la pression du gouvernement ou par le conseil de bande lui-même, est que le conseil de bande, s'il accepte l'entente, va aussi accepter de faire partie du système canadien », soutient Stuart Myiow Jr, rencontré par La Presse chez lui à Kahnawake. Il voit dans cette éventualité un pas de plus vers l'assimilation des siens.

M. Myiow et son père, Stuart Myiow Sr., sont aussi d'avis que le gouvernement fédéral conclut une entente avec les Mohawks de Kahnawake pour mieux les manipuler. « Ils nous doivent de l'argent, mais à travers cette entente, ils sont en train d'imposer leur manière de faire et nous disent de dépenser notre argent de telle ou telle manière. Ils veulent que nous ajoutions de l'argent dans la force policière et que nous en enlevions dans le système d'éducation et de santé », croit M. Myiow.

Si lui, son père et un groupe de Mohawks qui vivent selon les règles ancestrales des maisons longues sont en désaccord avec tout le processus de consultation, ils y participeront probablement « en temps et lieu » pour essayer de faire échouer l'entente.

« Mais nous devons aussi travailler sur l'éducation des nôtres. C'est un processus beaucoup plus long, mais que nous avons entrepris et à bien longtemps avec d'autres batailles. Nous avons combattu la contrebande de cigarettes, la mafia que sont les Warriors, les casinos sur notre territoire. Dans aucun de ces cas, ceux qui supportaient ces projets n'ont eu raison », conclut le fils Myiow.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral fait de la publicité dans les journaux pour inciter les Mohawks de Kahnawake qui vivent hors réserve à donner leur opinion sur l'accord. Il est à noter que l'entente-cadre proposée n'a rien à voir avec l'autre projet de gouvernance des Premières nations, qui fait aussi l'objet d'une consultation nationale, mais auquel les Mohawks de Kahnawake ne souscrivent pas.

ALBI Mazda N°1 en Amérique

5 DERNIERS JOURS

Protegé SE 2001 L'ÉCONOMIQUE

- Moteur 1.6 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 14 pouces
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- AM/FM stéréo avec CD

D4XM51AA00



199\$\*/Loc. 48 mois  
1430\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Protegé SE 2001 LA CLASSIQUE

- Moteur 1.6 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 14 pouces
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- AM/FM stéréo avec CD

Climatiseur

D4XM51AC00



209\$\*/Loc. 48 mois  
1280\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Protegé GT 2001 SPORT 4 PORTES

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Toit ouvrant électrique
- Aileron
- AM/FM stéréo avec CD
- Climatiseur
- Vitres, portes et miroirs électriques

D4TS51GC00



249\$\*/Loc. 48 mois  
1430\$ comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Protegé 5 2002 SPORT 5 PORTES

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Aileron
- AM/FM stéréo avec CD
- Vitres, portes et miroirs électriques

D5TS52AA00



259\$\*/Loc. 48 mois  
1580\$ comptant

NOUVEL ARRIVAGE

AUCUN PAIEMENT NI INTÉRÊT AVANT 60 JOURS

En financement sur la plupart des modèles 2001

OU

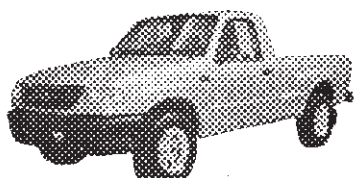


DÉPÔT DE SÉCURITÉ

En location sur la plupart des modèles 2001

Pick-Up SX 2001 «LE DEAL»

- Moteur V6
- 5 vitesses
- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags
- Couleur métallisée
- AM/FM stéréo avec CD
- Freins antibloquages
- Chauffe-moteur



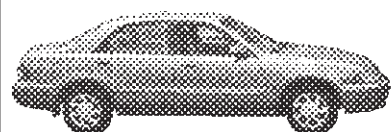
249\$\*/Loc. 48 mois  
995\$ comptant

\*Transport et préparation inclus

Mazda 626 LX 2001 L'ÉCONOMIQUE

- Moteur 2 litres
- Servo-freins
- Servo-direction
- Berline, 5 vitesses
- Enjoliveurs intégraux
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- Climatiseur
- Vitres, portes et miroirs électriques

F4LS51AA00



21950\$\*

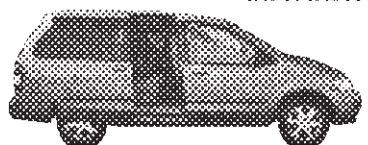
Garantie 5 ans / 100000km.

MPV DX 2001 LA QUALITÉ JAPONAISE

- Moteur V6
- Servo-freins
- Servo-direction
- Roues de 15 pouces
- Volant ajustable
- Climatiseur
- AM/FM stéréo avec CD
- 4 portes

Ø comptant

VADV71AB00



359\$\*/Loc. 48 mois  
Ø comptant

Garantie 5 ans / 100000km.

Tribute 2001 ES, V6, intérieur en cuir

- Servo-freins
- Servo-direction
- Mags (16 pouces)
- Volant ajustable
- Régulateur de vitesse
- AM/FM stéréo avec CD
- Vitres teintées
- Télédérrouillage
- Vitres, portes et miroirs électriques
- Climatiseur

WTTZ71AB00



CHOIX DE COULEURS FAITES VITE !

\*Transport, préparation: Protegé, 626: 820\$. Tribute: 1095\$ Couleurs métallisées 105\$. Taxes et immatriculation en sus. Les photos peuvent différer. Communiquez avec un de nos représentants pour plus de détails: 514-722-5555.



450 474-7777

Autoroute 25, sortie 28, Mascouche à 15 min. de MTL  
www.albimazda.com

à 5 min. de Laval  
www.albimazda.com

514 722-5555

Pas besoin de motards ni de mafiosi en Irlande du Nord. Ici, le crime organisé est l'affaire des milices clandestines. Les paramilitaires catholiques et protestants, qui règnent en maîtres sur les quartiers pauvres de Belfast, n'hésitent pas à recourir à la fraude, au trafic de la drogue et à l'extorsion pour remplir leurs coffres. Et c'est la paix, encore fragile, qui en souffre.



Photothèque La Presse

La Royal Ulster Constabulary, composé à 92% de protestants, fait frissonner de dégoût bien des catholiques, qui demandent son démantèlement.

## La mafia nord-irlandaise



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE EN IRLANDE DU NORD

SAM | 1 &gt; La légende McGuinness

DIM | 2 &gt; «Bloody Sunday»

LUN | 3 &gt; Le crime organisé

MAR | 4 &gt; Un Parlement pour la paix

**BELFAST — Pour aussi peu qu'une livre sterling, un taxi collectif vous conduira d'un bout à l'autre de Falls Road, dans le quartier catholique de Belfast. Vous serez au centre-ville en un rien de temps, mais vous aurez aussi contribué à la caisse des terroristes de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).**

Même scénario en territoire protestant, de l'autre côté du mur de béton qui sépare les deux quartiers. Ici, il est de notoriété publique que les chauffeurs de taxi faisant la navette sur Shankill Road versent une prime aux paramilitaires loyalistes de l'Association pour la défense de l'Ulster (UDA).

Les taxis collectifs ont fait leur apparition pendant les Troubles, lorsque le transport par autobus a été suspendu à Belfast. La paix retrouvée, les autobus ont repris du service. Mais les taxis n'ont pas cessé leur manège pour autant. Pas plus que les groupes paramilitaires, qui ne crachent sur aucune source de financement. Pas même en temps de paix.

Les bruits de bottes ne se font peut-être plus entendre en Irlande

du Nord, mais le développement d'une société civile normale est plus que jamais menacé par le lourd héritage laissé par 30 ans de terrorisme : le crime organisé, qui se répand comme une traînée de poudre dans la province.

Le cessez-le-feu n'a pas empêché les groupes paramilitaires de poursuivre leurs campagnes musclées. Au contraire. Des 78 bandes criminelles connues de la Royal Ulster Constabulary (RUC), plus de la moitié sont liées aux groupes paramilitaires républicains et loyalistes.

« Comme les organisations terroristes ne sont plus occupées à faire la guerre, elles ont tout leur temps pour faire du racket », raille le superintendant Andy Sproule, de la RUC. Et il ne parle pas précisément d'un modeste racket.

Pour les paramilitaires, les revenus des taxis ne sont que des broutilles. Ils n'hésitent pas à recourir à la fraude, à l'extorsion, à la contrebande, au trafic de drogue, au vol à main armée et à la contrefaçon pour remplir leurs coffres de centaines de millions de livres par an.

L'Irlande du Nord serait ainsi sous le joug d'environ 400 gangsters. S'ils ont amassé de l'argent par l'intimidation et les menaces pendant de longues années pour financer les activités terroristes de leur organisation, ils le font désormais pour remplir leurs propres poches, favorisés par la réduction du nombre de contrôles policiers et militaires.

« Le problème avec les milices, c'est que leurs leaders ont peut-être un programme politique, mais ce n'est pas le cas de tous leurs membres », dit Billy Robinson, un syndicaliste de Belfast. « Ils ont vécu la grande vie pendant des années, et maintenant qu'il y a un cessez-le-feu, ils ne veulent pas abandonner tout ça pour un job ordinaire », ajoute le détective Mark Parker, de la RUC.

L'automne dernier, l'ancien ministre britannique responsable de la province, Peter Mandelson, a lancé une vaste offensive pour « débarrasser l'Irlande du Nord de ce virus, semblable à la mafia, qui

infeste toujours la société ». C'était « absolument crucial », avait-il poursuivi, « pour maintenir la confiance de ceux qui ont voté pour les Accords de paix en croyant que cela mettrait un terme aux activités paramilitaires sous toutes leurs formes ».

Mais dans la province déchirée, l'éradication de ce virus mafieux paraît plus difficile à accomplir que nulle part ailleurs. Les paramilitaires comptent sur des réseaux clandestins bien organisés, sur un stock d'armes important et sur un climat de peur et de secret forgé par 30 ans de guerre civile.

« Certaines communautés sont contrôlées par les paramilitaires. J'ai enquêté sur des meurtres où je n'ai pas eu un seul appel du public. Les gens ont peur de rapporter des incidents à la police. Ce n'est pas nouveau, ça a toujours été comme ça. Mais ça continue », explique M. Sproule.

À Belfast, on n'a qu'à se référer aux nombreuses murales, peintes aux couleurs des groupes paramilitaires, pour connaître l'organisation qui dispose d'un contrôle quasi-absolu sur le territoire dans lequel on se trouve.

Dans ces quartiers ouvriers, vulnérables, les propriétaires de pubs, de garages et autres petits commerces sont forcés, par l'intimidation et les menaces, de verser une contribution de 20 \$ à 100 \$ par semaine à la « cause ». Et même si cette cause consiste désormais à enrichir des criminels, ils risquent d'en payer le prix s'ils refusent de coopérer.

« Les entreprises n'ont pas le choix, dit Billy Robinson. La police veut des noms, mais elle ne peut pas protéger les victimes 24 heures par jour. Très peu de gens ont le courage de dénoncer. Ils paient, tout simplement. »

Selon un rapport gouvernemental sur le crime organisé en Irlande du Nord, l'extorsion est particulièrement grave auprès des constructeurs, qui perdent « plusieurs millions » chaque année dans le racket de « protection » de leurs chantiers. « Il est largement reconnu que dans certains quartiers de Belfast, les paramilitaires exercent un rôle important (et souvent décisif) pour ce qui est de décider qui travaille, où et quand », lit-on dans le rapport, publié en mars dernier.

Le coût du gangstérisme est

énorme. La fraude est évaluée à 770 millions de dollars d'argent public par année. Et la conspiration du silence au sein des entreprises nord-irlandaises empêche toute conjecture sur l'ampleur des pertes dans le secteur privé.

L'an dernier, la RUC a découvert 13 usines capables de produire 40 millions de litres d'essence illégale. Le vol d'automobiles, qui transitent en Ulster depuis l'Angleterre vers la République d'Irlande, est lucratif et bien organisé. Tout comme la contrefaçon de billets de banque et cartes de crédit, et comme le piratage de CD, de biens électroniques et de vêtements griffés.

Évidemment, la plupart des bandes criminelles sont aussi impliquées dans le blanchiment d'argent. Les paramilitaires utilisent des compagnies blanchir les profits de leurs crimes et comptent désormais dans leurs rangs non seulement des tueurs armés jusqu'aux dents, mais aussi de respectables avocats, comptables, assureurs et agents immobiliers !

Il y a quelques jours, on a vu jusqu'où peuvent aller les activités de financement de l'IRA, dont trois membres ont été arrêtés en Colombie. Selon les services secrets du pays, les trois hommes, experts en maniement d'explosifs, devaient obtenir une somme substantielle des guérilleros marxistes colombiens en échange de leurs précieux « conseils ».

Si l'IRA est prête à empocher l'argent provenant du trafic de la drogue en Colombie, elle s'abstient généralement d'en vendre chez elle. En Irlande du Nord, les différentes factions ne trempent pas dans les mêmes crimes. Le trafic de la drogue est l'affaire des loyalistes, tandis que la contrebande d'alcool, de cigarettes et d'essence (beaucoup moins cher au sud de la frontière irlandaise) constitue la chasse gardée des républicains.

« L'IRA n'est pas impliquée

dans le trafic de drogue comme les loyalistes. Pour elle, c'est une question de morale. Elle considère que la drogue est dommageable », explique M. Sproule. Après un silence embarrassé, il ajoute : « Pour moi, aucun de ces terroristes n'a de morale. Mais ça dépend des points de vue... »

En effet, tout est affaire de perception en Irlande du Nord. Pour bien des catholiques, les forces de l'ordre de la province, dont 90 % des membres sont protestants, constituent encore le bras armé des unionistes, le symbole de l'oppression britannique en Ulster. Pas étonnant que les victimes de vol, de cambriolage ou de tout autre crime préfèrent de loin déposer une plainte aux bureaux de... l'IRA, qui se charge de punir les coupables !

« Certaines communautés préfèrent se policer elles-mêmes », admet le superintendant Sproule, qui a reçu *La Presse* dans les quartiers généraux de la RUC, au cœur d'un quartier protestant de Belfast. « Mais les paramilitaires ne travaillent pas avec le même niveau de preuves que nous, et les gens sont battus, parfois tués, sur la base de simples suspicions. »

Reste qu'une réforme en profondeur de la Royal Ulster Constabulary

— dont le seul nom fait frissonner de dégoût bien des catholiques — demeure l'une des conditions majeures du succès des Accords de paix en Irlande du Nord, signés au printemps 1998. Pour l'instant, on devrait plutôt parler d'une pierre d'achoppement.

Pendant que les politiciens se chicanent sur les moindres détails de cette réforme — le changement de nom et la présence de l'Union Jack au sommet des postes de police font l'objet de négociations particulièrement pénibles — la patience des catholiques s'érode peu à peu. Et pourtant, le temps presse. Tant que 40 % de la population n'aura pas confiance en ses propres policiers, la mafia nord-irlandaise continuera d'imposer sa loi.

**L'extorsion est particulièrement grave auprès des constructeurs, qui perdent « plusieurs millions » chaque année.**

## ÉTATS-UNIS

# Empoignade autour d'un budget qui rétrécit à vue d'oeil

CHARLES HOSKINSON  
Agence France-Presse

**WASHINGTON** — Les responsables politiques américains ont cherché hier à exploiter à leur avantage la diminution plus forte que prévue des excédents budgétaires, les démocrates accusant notamment le président George W. Bush de les avoir dilapidés avec ses réductions d'impôts.

Si ces excédents restent confortables — la Maison-Blanche prévoit 158 milliards de dollars en 2001 et 173 milliards en 2002 —, ils sont en nette baisse par rapport aux prévisions faites en avril, qui avoisinaient les 281 et 231 milliards de dollars.

« La Maison-Blanche a dû admettre qu'elle avait dilapidé les excédents », a déclaré sur la chaîne CBS le président du Comité national démocrate, Terry McAuliffe.

« C'est absolument faux », a rétorqué le gouverneur de Virginie James Gilmore. « Le fait est que le président croit en quelque chose qui est absolument vrai : plus on laisse d'argent à Washington, plus les politiciens en dépensent. Il veut le voir retourner dans les poches des hommes et des femmes qui travaillent », a-t-il ajouté.

George W. Bush avait fait des réductions d'impôts un des chevaux de bataille de sa campagne électorale. Les contribuables américains ont chacun reçu cet été un remboursement forfaitaire de 300 dollars, et les réductions proprement dites, votées par le Congrès, entreront en vigueur l'année prochaine. Elles portent sur 1350 milliards de dollars d'ici 2011.

Le conseiller économique de la Maison-Blanche, Lawrence Lindsey, s'est voulu rassurant, affirmant que le ralentissement économique était seulement temporaire. « Nous avons un programme de réduction d'impôts qui vient juste de prendre effet, qui a arrêté le ralentissement de l'économie commencé il y a un an et demi. (...) Je crois que nous avons pris la bonne décision », a-t-il dit.

Le président Bush s'est de son côté opposé à toute remise en cause de son programme, se bornant à mettre en garde contre toute velléité dépensière du Congrès.

Il a annoncé samedi une réforme de la gestion des services fédéraux pour les rendre plus performants et supprimer des gaspillages financiers qui ont atteint, selon la Maison-Blanche, au moins 20,7 milliard de dollars en l'an 2000.

« Les Américains exigent du secteur privé des services de première qualité. Et ils sont en droit d'attendre des services de qualité identique de leur gouvernement. Les contribuables travaillent dur pour gagner l'argent qu'ils versent à l'État et le gouvernement devrait travailler aussi dur pour s'assurer que cet argent est dépensé avec sagesse », a déclaré M. Bush.

Un sénateur démocrate influent, John Edwards, de la Caroline du Nord, s'est refusé hier à indiquer s'il chercherait à réduire les dépenses ou s'il demanderait l'abrogation du programme de réductions d'impôt de M. Bush, qui avait été voté avec le soutien de plusieurs démocrates.

« Je crois que l'attitude responsable que nous devons avoir est de travailler avec le président, mettre toutes ces choses sur la table et d'établir des priorités », a-t-il déclaré sur la chaîne ABC.

Le débat sur l'opportunité des réductions d'impôts voulues par M. Bush promet de faire les beaux jours de la rentrée parlementaire début septembre.



La combinaison gagnante de la loterie Powerball. Le montant que se répartiront les quatre chanceux : 294,8 millions \$. Américains, bien entendu.

Photo AP

## | LOTERIE POWERBALL |

# Un chômeur du Kentucky serait parmi les quatre gagnants

Associated Press

**LOUISVILLE, Kentucky** — Un père divorcé qui vient tout juste de perdre son emploi affirme être parmi les quatre gagnants de la loterie américaine Powerball, dont le montant total atteint 294,8 millions \$ US.

« J'en ai été abasourdi. J'ai loué Dieu et Jésus », a déclaré hier David Edwards, 46 ans, au journal *Ashland Daily Independent*.

Les représentants de la loterie n'ont pu confirmer si M. Edwards avait effectivement gagné, mais ils ont précisé que les gagnants du gros lot de samedi soir avaient acheté leur billet dans les États du New Hampshire, du Delaware, du Kentucky et du Minnesota.

Chaque gagnant recevra sa part du magot, soit 73,7 millions \$, ou 2,9 millions \$ par année pendant 25 ans. S'ils désirent recevoir l'argent d'un seul coup, ils devront se contenter de 41,4 millions \$ avant impôt.

M. Edwards affirme avoir acheté son billet samedi soir dans un magasin de Westwood, en banlieue d'Ashland. Un porte-parole du magasin n'a pu être rejoint pour commenter l'affaire.

L'homme dit avoir perdu son emploi dans le secteur de la fibre optique récemment et avoir grand besoin d'une intervention chirurgicale au dos. Il ajoute avoir acheté pour 7 \$ de billets de loterie en utilisant notamment comme numéros des dates d'anniversaire pour ses quatre premiers billets. Pour sa cinquième mise, qui

s'est avérée gagnante, il a choisi des numéros qui lui passaient par la tête.

La mise gagnante, qui a été tirée samedi soir à Des Moines, en Iowa, était composée des numéros 8-17-22-42-47, en plus du numéro Powerball, soit le 21.

La loterie Powerball est offerte dans 21 États américains en plus du District de Columbia. Le montant était le deuxième plus élevé de son histoire. Un groupe formé de travailleurs d'une usine en Ohio avait remporté un montant de 295,7 millions \$ US en 1998.

Le record pour le plus gros montant accordé par une loterie revient cependant au Big Game. L'année dernière, les deux gagnants, un en Illinois et l'autre au Michigan ont pu se partager le gros lot de 363 millions \$ US de cette loterie.

## EN BREF

### 3 % d'Américains privés de liberté

EN L'AN 2000, PRÈS de 6,5 millions d'Américains, soit 3,1 % de la population adulte, étaient incarcérés, en liberté surveillée ou en liberté sur parole, révèle un rapport du département de la Justice publié hier. Selon des chiffres du ministère publiés à la mi-août, 2 071 686 personnes étaient détenues fin décembre 2000 aux États-Unis, dont 108 965 mineurs dans des centres spécialisés — le record mondial du nombre de prisonniers. Les nouvelles données publiées hier révèlent que, parallèlement à ces incarcérations, quelque 3,8 millions de résidents aux États-Unis étaient en liberté surveillée à la fin de l'an dernier et près de 725 000 avaient été libérés sur parole. Ces chiffres montrent également que 6,8 % de la population adulte totale de l'État de Géorgie se trouve sous « surveillance », derrière les barreaux ou à l'extérieur. Le Texas arrive en deuxième position (5 %), suivi de l'Idaho (4,9 %).

### Les requins récidivent en Floride

UN SURFEUR IMPRUDENT a été blessé samedi lors d'une nouvelle attaque de requin en Floride, alors que la plage où il se baignait avait été fermée quelques heures auparavant, a indiqué hier un porte-parole de la police du comté de Volusia. Le surfeur, Ben Gibbs, âgé de 18 ans, a été mordu au mollet gauche et au pied droit à New Smyrna Beach, une station balnéaire de l'Atlantique située entre Daytona Beach et Cap Canaveral. « La plage a été fermée samedi sur une étendue d'un mille (1,6 km) à cause d'une recrudescence d'attaques en l'espace d'une semaine », a déclaré un porte-parole de la police, le capitaine Rob Horster. Au moins 19 attaques de squales ont été signalées cette année au large de New Smyrna Beach, un des haut lieux du surf en Floride. Mais d'après Rob Horster, c'est à peu près la moyenne de l'an dernier.

### La violence frappe les ados américains

PRÈS DE 9 % de filles et 6 % de garçons de 14 à 17 ans ont été victimes de violence ou de viol perpétré par une connaissance, selon une étude américaine menée sur 81 247 adolescents des écoles publiques du Minnesota, dont les résultats ont été annoncés hier. Les adolescents ayant subi des violences sont plus exposés que les autres aux troubles de l'alimentation et à développer des idées suicidaires, ont précisé les auteurs de l'étude présentée lors de la convention de l'American Psychological Association à San Francisco. Les troubles de l'alimentation pourraient être une façon pour les jeunes victimes de projeter leur expérience douloureuse sur leur corps, ont avancé les auteurs, le psychiatre issue du secteur privé Diann Ackard et la nutritionniste Dianne Neumark-Sztainer, de l'Université du Minnesota : « Ils punissent leur corps pour cette violence ou essaient de le manipuler pour se rendre repoussants dans le but de diminuer les risques d'autres expériences similaires. »

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*  
27 août 2001

Page A9 manquante

# Première mission politique aux États-Unis pour Bernard Landry à titre de premier ministre

MICHEL HÉBERT  
Presse Canadienne

LE PREMIER MINISTRE Bernard Landry effectuera cette semaine sa première véritable mission politique aux États-Unis.

Il participera à la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada, à Westbrook, au Connecticut, et profitera de son passage là-bas pour rencontrer les dirigeants de Bombardier et de Pratt & Whitney.

Ce rendez-vous annuel des leaders politiques de l'est du continent américain est une

tradition vieille de 25 ans. Cette année, la conférence sera axée sur l'environnement et l'énergie.

On y traitera de mondialisation, de commerce et de technologies de l'information, mais les problèmes environnementaux et énergétiques communs aux États américains et aux provinces canadiennes auront préséance.

Le Québec doit d'ailleurs signer une entente environnementale avec le New Hampshire. D'autre part, pour donner suite à la conférence de l'an dernier, les gouverneurs et les premiers ministres doivent se pencher cette

semaine sur un plan d'action visant la réduction des gaz à effet de serre, des pluies acides et des émissions de mercure.

L'énergie sera également à l'avant-plan. Moins dommageable pour l'environnement que le pétrole, l'électricité est une source d'énergie alternative privilégiée par les Américains, qui souhaiteraient l'établissement d'un marché « ouvert et intégré » de l'hydroélectricité. Le président d'Hydro-Québec, André Caillé, accompagnera donc Bernard Landry et traitera de cette question en atelier, aujourd'hui.

Après la conférence, M. Landry rencon-

tera le gouverneur du Connecticut, l'influent John Rowland, auprès duquel il plaidera la cause du Québec dans le litige canado-américain sur le bois-d'oeuvre. M. Landry se rendra ensuite à New Haven pour visiter la prestigieuse Université Yale, d'où sont issus des personnalités aussi célèbres que Bill et Hillary Clinton.

Le premier ministre ira enfin à Bridgeport, visiter les installations de la compagnie Logistec Arrimage, spécialisée dans la manutention portuaire de marchandises. À Hartford et Windsor Locks, M. Landry aura des entretiens avec les dirigeants de Pratt & Whitney et de Bombardier.

## L'armée exige des primes de 20 pour cent pour ses pilotes

Presse Canadienne

HALIFAX (PC) — Les forces aériennes canadiennes veulent offrir des primes de 20 pour cent à leurs pilotes en vue d'enrayer le départ de plusieurs d'entre eux vers le secteur privé.

« Nous reconnaissons le travail des médecins et des dentistes en leur accordant de bonnes augmentations de salaire. La même logique s'applique aux pilotes », a déclaré le lieutenant-colonel John Laidler.

Contrairement aux montants forfaitaires en vigueur d'ici 2003, les nouvelles primes seraient liées aux salaires et ne comporteraient pas de plafond. Les pilotes pourraient bénéficier d'une augmentation de leurs revenus variant de 11 000 \$ à 18 000 \$, en fonction de leur expérience et de leur grade.

« Ajouter 20 pour cent ou plus aux salaires de nos pilotes ne leur assure pas la parité avec les médecins ou les dentistes mais, au moins, il s'agit d'un pas dans la bonne direction », a ajouté M. Laidler.

La nouvelle proposition coûterait aux forces aériennes jusqu'à 10 millions \$ par année.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs pilotes des pays de l'OTAN, attirés par de meilleurs salaires, sont partis travailler pour des compagnies aériennes. Il manque environ 230 pilotes expérimentés à l'aviation militaire canadienne.

M. Laidler reconnaît que l'aviation militaire ne peut pas égaler le salaire de 250 000 \$ que verse Air Canada à ses pilotes les mieux rémunérés, mais qu'elle peut tout de même tenter d'être plus concurrentielle.

La nouvelle proposition, qui est inspirée de l'exemple de États-Unis, devra être approuvée par le Conseil du Trésor. Ensuite, elle sera analysée annuellement afin de voir si elle est toujours nécessaire.

Par ailleurs, des perturbations dans la formation des nouveaux pilotes ont récemment mis en lumière cette pénurie. Les nouveaux appareils d'entraînement, les Harvard et les Hawks, souffrent d'anomalies mécaniques. Un pilote a même dû planer jusqu'à sa base après un bris du radiateur d'huile.



Quelque 70 pompiers tentaient en soirée, hier, de trouver un moyen de rafraîchir suffisamment le secteur afin de pouvoir colmater la fuite d'éthane qui aurait déclenché l'incendie à Fort Saskatchewan.

## Explosion dans une centrale de gaz naturel en Alberta

Presse Canadienne

FORT SASKATCHEWAN — Une gigantesque explosion survenue hier dans une centrale de gaz naturel a généré des boules de feu et une épaisse fumée noire dans le ciel de Fort Saskatchewan, une localité située au nord-est d'Edmonton.

Quelque 70 pompiers tentaient en soirée de trouver un moyen de rafraîchir suffisamment le secteur afin de pouvoir colmater la fuite d'éthane qui aurait déclenché l'incendie. « Les particules représentent la plus grosse menace », a indiqué Ed van Delden du service des incendies de Fort Saskatchewan.

Les pompiers ne peuvent pas combattre l'incendie tant et aussi longtemps que la fuite n'aura pas été colmatée. En attendant, ils laissent le gaz se consumer afin d'éviter de voir plusieurs milliers de mètres cubes d'éthane s'échapper dans l'atmosphère.

La centrale, propriété de la compagnie BP Canada Energy, est située dans le parc industriel au nord de la ville, qui compte plusieurs centrales énergétiques et des usines chi-

miques. Quelque 27 citernes de produits chimiques appartenant à Dow Chemical sont situées pas très loin de l'incendie.

Une porte-parole de BP Canada a confirmé l'existence d'une fuite d'éthane, un dérivé du gaz naturel, dans une citerne souterraine de la centrale, hier matin. À partir du moment de la fuite, la compagnie a mis en application son plan d'intervention d'urgence, évacuant tout son personnel du secteur.

À ce moment-là, il y avait quatre ouvriers dans la centrale. Ils s'en sont tout tirés indemnes.

Deux heures plus tard, une source inconnue a enflammé l'éthane, a mentionné la porte-parole.

La municipalité de Fort Saskatchewan était en état d'alerte, dimanche après-midi, mais on ne parlait pas d'évacuation. Plus tôt, la GRC avait conseillé aux résidents de demeurer à l'intérieur de leur domicile par mesure préventive, mais les services d'urgence ont plus tard indiqué qu'il n'y avait plus de danger.

BURNT CHURCH |

## Pas d'entente dans le conflit de la pêche

Presse Canadienne

BURNT CHURCH, N.-B. — L'impasse perdurait, hier soir, dans le conflit qui oppose le gouvernement fédéral et les pêcheurs micmacs de la baie de Miramichi, au Nouveau-Brunswick.

Au ministère des Pêches et Océans, on a attendu, tout le week-end, la réaction du chef Wilbur Dedam et du conseil de bande à la proposition d'Ottawa d'autoriser les pêcheurs de la réserve de Burnt Church à pratiquer une pêche au homard restreinte.

Bien que des contacts informels aient eu lieu entre fonctionnaires et conseillers de la bande de Burnt Church, la situation demeure la même, et aucune rencontre n'est prévue, a fait savoir un porte-parole du ministère des Pêches et Océans.

L'offre fédérale vient à échéance à minuit, ce soir, tout comme un permis temporaire autorisant les pêcheurs de Burnt Church à pêcher en toute légalité.

La nouvelle proposition autoriserait une pêche commerciale d'automne de deux mois, avec le recours 900 casiers à homard au maximum, dans les eaux se trouvant directement devant la réserve.

Il n'a pas été possible d'obtenir les commentaires du chef, hier, mais un représentant de la bande, Leo Bartibogue, a qualifié la proposition d'inacceptable.

Ottawa s'efforce de parvenir à une entente afin d'éviter la reprise de la violence et des affrontements de l'automne dernier à Burnt Church, alors que les pêcheurs autochtones avaient capturé des homards à leur guise, en violation des règles fédérales sur la pêche. Des affrontements violents avaient eu lieu avec les inspecteurs des pêches du gouvernement fédéral.

### Les pêcheurs blancs s'impatientent

De leur côté, les représentants des pêcheurs blancs demandent au gouvernement fédéral d'interdire toute pêche dans la baie de Miramichi, advenant qu'aucune entente négociée n'intervienne d'ici demain avec la réserve amérindienne de Burnt Church.

« La patience a atteint son sommet », a déclaré Réginald Comeau, de l'Union des pêcheurs des Maritimes (UPM). « Puisque les autochtones (de Burnt Church) ne veulent pas se soumettre aux règles du gouvernement fédéral, nous demandons une fermeture immédiate de la pêche au homard demain soir (aujourd'hui). Toute activité devrait cesser. »

Les pêcheurs blancs estiment que les autochtones de Burnt Church ont lancé plus de 1000 casiers à homard dans la baie de Miramichi depuis qu'ils ont reçu la permission spéciale du gouvernement d'aller pêcher pour des fins cérémoniales et de subsistance, lundi dernier.

« Les pêcheurs autochtones ont droit, selon la décision Marshall, à un revenu modeste, et non à une pêche aussi grandiose que celle que l'on a connue au cours des huit dernières années », a affirmé le secrétaire exécutif de l'UPM, Michael Belliveau.

Les pêcheurs autochtones estiment que la Cour suprême du Canada leur a reconnu le droit ancestral de gagner leur vie par la pêche, mais Ottawa estime qu'ils doivent le faire dans le cadre de règlements fixés par elle.

LAVIOLETTE |

## Yves Demers emporte l'investiture péquiste

Presse Canadienne

GRAND-MÈRE — L'affrontement électoral entre la libérale Julie Boulet et le péquiste Michel Champagne n'aura pas lieu. À la surprise de plusieurs, le candidat-vedette du parti a été défait au troisième tour par Yves Demers, ancien attaché politique de Jean-Pierre Jolivet.

« Je suis un gars de la base, un gars du peuple, à l'image du député qu'on a eu pendant 25 ans », a mentionné M. Demers, peu après sa victoire.

Quant à Michel Champagne, qui avait reçu l'appui du ministre des Régions, Gilles Baril, il n'attribue pas sa défaite à son passé conservateur mais plutôt à son arrivée tardive dans la course. « Lorsque j'ai annoncé ma candidature, on ne pouvait plus vendre de cartes de membre, alors on devait puiser dans la liste des autres candidats. Je crois que terminer deuxième, c'est excellent dans les circonstances. C'est la vie, c'est la démocratie. »

Au premier tour, c'est l'avocat Gilles Charrest qui a été éliminé suivi au deuxième tour du président de l'UPA de la Mauricie, Claude Trudel.

Tous les candidats ont assuré qu'ils allaient appuyer M. Demers. « J'ai déjà dit que

peu importe le candidat choisi, je me rallierais, et c'est ce que je vais faire. Je crois que le comté de Laviolette doit rester aux mains du Parti québécois. Je pense qu'on a un candidat excellent en Yves Demers, il faut le supporter et on va être derrière lui », assure M. Champagne.

M. Demers, qui fut président du Parti québécois dans le comté de Laviolette de 1993 à 1995, a mentionné trois priorités : la famille, l'indépendance économique et les redevances hydroélectriques. « La famille est très importante. Je veux laisser plus de place aux valeurs et à la politique familiale. Ensuite, je pense que l'indépendance économique est une étape avant la souveraineté totale du Québec. Les gens ne savent pas qu'il y a 33 milliards \$ d'impôt qui s'en vont à Ottawa à tous les ans. »

Ce représentant des ventes croit aussi, à l'instar de l'exécutif du comté, qu'Hydro-Québec devrait remettre une redevance sur ses profits à la population. « Avec la rivière qui traverse le comté de Laviolette, je pense que les gens sont en droit d'obtenir une compensation, aussi minime soit-elle. »

Le Parti québécois estime qu'entre 550 et 600 personnes se sont présentées à l'investiture. Près de 400 ont voté lors du premier tour, 323 au deuxième et 298 au troisième.

## Sus au « climat de confiance » naïf

Le coroner dépose son mémoire sur Walkerton

Presse Canadienne

WALKERTON, Ontario — Une vigilance rigoureuse et des règles claires et coercitives sur la sécurité en matière d'eau potable devront remplacer le « climat de confiance » naïf qui régnait avant la pire épidémie de la bactérie E. coli que le Canada ait connue. C'est la conclusion à laquelle arrive le coroner en chef de l'Ontario.

Dans un volumineux mémoire de 400 pages qui doit être remis aujourd'hui, il formule 57 recommandations, dont le coût, si le gouvernement les applique, pourrait être considérable.

Il est impérieux de manifester un « sain scepticisme » quant à la qualité de l'eau potable, et d'envisager « la possibilité d'incompétence ou de négligence » de la part des responsables, diront les avocats du bureau du coroner à l'enquête sur les circonstances ayant entraîné la mort de sept personnes à Walkerton, en Ontario. L'enquête a déjà permis d'apprendre que Stan Koebel, qui était chargé de la qualité de l'eau de la petite ville agricole, falsifiait des dossiers et ne respectait pas les directives en matière de sécurité. Les témoignages ont également révélé une attitude fort répandue, voulant que l'eau potable municipale ne constitue guère un danger pour la santé publique.

Des fonctionnaires du ministère de l'Environnement, comme des responsables de la santé publique, ont révélé aux enquêteurs qu'ils ne passaient pas beaucoup de temps à

se préoccuper de la sécurité de l'eau potable, parce qu'ils croyaient que cela ne représentait pas un grand risque.

Le coroner recommande par ailleurs que tous les élus municipaux et commissaires des services publics reçoivent une formation sur l'eau potable dès le début de leur mandat.

Entre autres recommandations, le rapport invite aussi le gouvernement ontarien à rédiger immédiatement une stratégie complète sur les nappes d'eau souterraines pour articuler clairement le cadre politique et légal de la gestion des ressources en eau.

Au lieu de mener une enquête sur la mort des personnes décédées des suites d'un empoisonnement à la bactérie E. coli, le coroner a plutôt choisi de participer à l'enquête publique dirigée par le juge Dennis O'Connor.

Au lieu de pointer du doigt des coupables, les recommandations du coroner mettent l'accent sur les nombreuses lacunes dans le système découvertes au fil de l'enquête.

Mais le rapport final du juge O'Connor, qui devrait être rendu public le printemps prochain, ira beaucoup plus loin, et commentera directement les actes des principaux intervenants et l'impact des politiques gouvernementales.

La remise du mémoire du coroner marque la fin de la première phase de l'enquête, qui se poursuit par un examen plus large de la sécurité de l'eau potable en Ontario.

MONDE

# Représailles israéliennes après les violences de samedi

IBRAHIM BARZAK  
Associated Press

**GAZA, Bande de Gaza – Une fois encore, le cycle infernal des attaques et des représailles israélo-palestiniennes surgit. Tshahal a mené dans la nuit de samedi à hier une série de raids aériens et terrestres sur Gaza et la Cisjordanie, en riposte à la mort samedi de cinq Israéliens.**

Puis la journée d'hier a amené son nouveau lot de victimes : un Israélien circulant en voiture a été abattu dans le nord du pays, près de la Cisjordanie, dans une attaque revendiquée par la Brigade des martyrs d'Al Aqsa, proche du Fatah

de Yasser Arafat. Un Palestinien a par ailleurs été tué dans des circonstances confuses non loin de la barrière séparant Gaza d'Israël : selon les Palestiniens, il aurait été frappé par un obus de char.

Un Israélien grièvement touché la veille au soir dans une fusillade routière en Cisjordanie a succombé hier à ses blessures. L'attentat avait tué sur le coup un couple et blessé leurs deux enfants.

En réponse à cette nouvelle flambée, des hélicoptères israéliens Apache ont bombardé hier en début de soirée un poste de police à Tulkarem, en Cisjordanie, sans faire de blessés. Auparavant, des chars avaient ouvert le feu sur trois points de contrôle de la police palestinienne, blessant quatre civils.

Samedi soir, pour sa première vague terrestre de représailles, l'armée israélienne a choisi Rafah, lo-

calité palestinienne du sud de la bande de Gaza frontalière avec l'Égypte, non loin de la base de Marganit attaquée dans la matinée.

Dans ce qui est une des incursions les plus profondes de Tshahal en territoire palestinien, les chars, blindés et bulldozers y ont occupé plusieurs postes palestiniens, puis rasé le siège de la sécurité publi-

que. Pris sous les tirs nourris des forces palestiniennes, les Israéliens ont riposté à coups de mortier et à la mitrailleuse, des combats qui ont fait un mort et sept blessés côté palestinien, avant le repli de Tshahal vers 3 h du matin.

Puis les avions de combat F-15 et F-16 ont pris le relais, tirant leurs missiles sur Gaza et la Cisjordanie. Ils ont détruit le QG de la police dans la ville de Gaza, celui du renseignement militaire à Deir

el-Balah, plus au sud, et le siège de la police à Salfit, Cisjordanie. Ces attaques ont fait onze blessés en tout. Toujours à Gaza, une escouade d'hélicoptères a longuement survolé le QG de Yasser Arafat, sans ouvrir le feu.

Ces représailles répondaient aux violences de samedi, l'une des journées plus sanglantes pour Israël en 11 mois de combats : trois soldats tués, puis un couple, abattu également par la Brigade des martyrs d'Al Aqsa. Un commando de deux hommes du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), organisation basée à Damas et qui ne s'était guère manifestée depuis le début de la deuxième intifada, avait lancé un raid audacieux contre une base militaire isolée : trois soldats ont été tués avant que les assaillants soient abattus.

« Que ce soit en attaquant des militaires israéliens à Gaza ou en s'en prenant à des civils israéliens sur des routes près de Jérusalem, Yasser Arafat poursuit l'escalade de sa guerre terroriste contre l'Etat d'Israël », a déclaré le porte-parole du gouvernement de Jérusalem, Dore Gold.

De retour à Gaza hier après un voyage en Asie, le président palestinien a fait un tour d'inspection des ruines à Rafah. Remontant en voiture, il a brandi son pistolet en l'air et crié : « La montagne ne pourra pas être secouée par le vent. »

Israël tient en effet l'Autorité palestinienne pour responsable des attaques, estimant qu'Arafat ne fait rien pour empêcher les terroristes d'agir.

CEUX DE GAZA

## Ils peuvent toujours retourner vivre sous la tente...

CATHERINE HOURS  
Agence France-Presse

**RAFAH, bande de Gaza – Les Palestiniens de la bande de Gaza affirmaient hier être capables de « vivre de nouveau sous la tente » pour résister à Israël, après un raid israélien à Rafah (sud) qui a anéanti le siège de la sécurité nationale palestinienne, tuant un policier.**

Arrosant de tirs les maisons avoisinantes, les chars israéliens sont intervenus dans la nuit de samedi à hier en riposte à une attaque palestinienne contre un poste militaire gardant une colonie juive, qui avait tué trois soldats la veille.

Tshahal, qui a parcouru depuis la frontière égyptienne quelque 2 km en zone autonome palestinienne, sur une route encore marquée hier par les traces blanches des chenilles, n'avait jamais mené une telle incursion dans Gaza.

Il est presque minuit. Les témoins décrivent une douzaine de chars et trois « énormes bulldozers ». « Ils ont commencé par des obus contre le QG », dit un agent de la sécurité nationale. « Un collègue, Ala Abou Bakra, tire alors à la mitrailleuse, avant de tomber » sous les balles, ajoute-t-il.

L'entreprise de démolition, émaillée de tirs à la mitrailleuse lourde tous azimuts, dure plus de trois heures.

Au bord de la route qui relie le nord au sud de la bande de Gaza, le siège de la sécurité nationale n'est plus qu'un immense champ de gravats, blocs de béton hérissés de structures métalliques, où émergent une télévision, un lit en métal tordu, une plante.

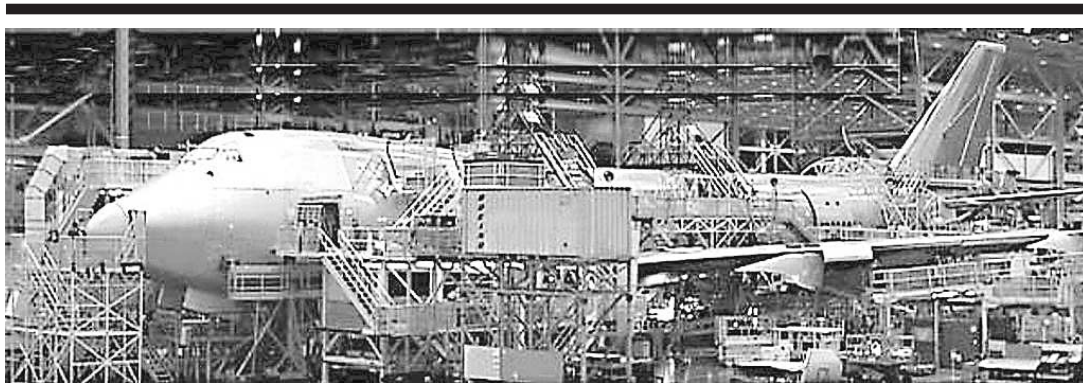
« Ils ont les moyens de détruire ce qu'ils veulent », commente Kamel Maadi, responsable de la sécurité nationale à Rafah. « Mais le monde doit se rappeler que les Palestiniens sont capables de survivre sous des tentes et de se nourrir de dattes pour défendre la Palestine ».

Autour, les maisons sont criblées d'impacts. Celle de Souleimane Hammad, un épicier de 52 ans, en présente au moins une centaine. Aucune pièce à l'étage n'y a échappé, le sol est jonché de sucre échappé de sacs crevés.

« Peu important les dégâts, les enfants sont saufs », dit M. Hammad.

« Je m'attendais à ce que la sécurité nationale soit touchée, mais je ne pensais pas que nous le serions aussi. Les Israéliens ne tiraient pas sur les civils », dit-il. « Ils veulent nous intimider par leurs moyens, mais ça ne marchera pas, nous sommes ici depuis toujours », ajoute-t-il.

La famille a juste eu le temps de fuir à l'arrivée des engins. Saria al-Najjar n'a pas eu cette chance. Cette grand-mère raconte une nuit de terreur, « serrée dans le salon avec les enfants, à terre, les petits qui se font pipi dessus, les éclats de verre qui volent ». Sur sa façade, plus d'une centaine d'impacts.



Photos AFP

## Salon du missile en Alabama

La chasse au missile est dans l'air à Washington, ce qui n'a rien pour déplaire aux organisateurs de la quatrième conférence annuelle sur le *Space and Missile Defense Conference*, à Huntsville, en Alabama. On y discute entre autres des mérites du missile *Airbone Laser*. Ci-haut, le Boeing 747-400 devant le porter. Ci-bas, photo du test d'un PAC-3, version améliorée du fameux missile Patriot, également au menu de cette rencontre des élites gouvernementales et privées intéressées à la défense spatiale.

PROCHE-ORIENT

# Les Arabes mettent directement les É.-U. en cause dans le conflit

MICHEL SAILHAN  
Agence France-Presse

**LE CAIRE** — Les Arabes ont mis directement en cause hier la responsabilité de Washington dans le conflit au Proche-Orient, réagissant au propos du président américain George W. Bush qui a accusé le président palestinien Yasser Arafat de ne pas faire assez pour réduire la violence.

Jusqu'à présent en butte aux reproches, notamment de l'Égypte, selon lesquels ils ne s'impliqueraient pas dans la crise, comme sous la précédente administration, les États-Unis sont maintenant tenus pour directement responsables de son aggravation.

« Nous avons l'habitude de dire qu'il y a un vide politique (américain), mais il est clair maintenant qu'il y a une politique négative à l'égard du peuple palestinien, qui les rend responsables de tout et place Israël au-dessus des lois », a déclaré à Ramallah (Cisjordanie) la porte-parole de la Ligue arabe et députée palestinienne Hanane Achraoui.

Elle a ajouté que M. Bush « se comportait comme un porte-parole » du premier ministre israélien Ariel Sharon, qui pose comme condition à la reprise des négociations un arrêt total des violences.

« Si Arafat est intéressé par un dialogue, je l'incite fermement à faire en sorte que les terroristes palestiniens arrêtent leurs attaques suicide, les incursions et leurs menaces », avait déclaré vendredi M. Bush.

« Je pense que M. Arafat peut mieux faire », avait-il ajouté, se contentant d'appeler M. Sharon « à faire preuve de retenue sur tous les fronts ».

« Bush justifie ce que font les Israéliens, il encourage les Israéliens et ne donne aucun signe d'espoir », a pour sa part déclaré à l'AFP le ministre palestinien chargé du dossier de Jérusalem Ziad Abou Ziad. À Gaza, le conseiller du président palestinien Nabil Abou Roudeïna a de nouveau condamné l'utilisation par Israël d'armements américains, en particulier les avions F-16 qui ont bombardé dimanche des postes de police palestiniens, en représail-

les à des attaques qui ont tué cinq Israéliens.

« Les États-Unis sont responsables de l'escalade militaire israélienne », a-t-il conclu.

Washington s'était déjà attiré la colère des Palestiniens la semaine dernière en mettant en échec leurs tentatives de faire examiner par le Conseil de sécurité de l'ONU une résolution sur l'envoi d'observateurs internationaux dans les territoires.

Autre sujet de désaccord, M. Bush a indiqué vendredi que son pays boycotterait la conférence de l'ONU sur le racisme, prévue à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 7 septembre, si les Arabes persistaient à vouloir y faire condamner le « racisme israélien » à l'égard des Palestiniens.

Réagissant lui aussi aux propos de M. Bush, le ministre jordanien de l'Information Saleh Kallab, y a vu un « encouragement à poursuivre l'escalade » israélienne contre les Palestiniens.

La position américaine « doit

être plus équilibrée », a-t-il dit, appelant les États-Unis « à mettre un terme à tout ce qui encourage les Israéliens à poursuivre sur cette voie dangereuse ».

Pour la presse gouvernementale du Caire, pourtant comme Amman un allié traditionnel des États-Unis, le conflit au Proche-Orient a pris la dimension d'un « conflit américano-arabe ».

« Nous refusons encore de comprendre et de reconnaître qu'il ne s'agit plus du conflit israélo-arabe, mais que la question réelle aujourd'hui est celle d'un conflit américano-arabe, plus général et plus dangereux », écrit le quotidien *Al-Akhbar*.

« Les Arabes doivent comprendre que les États-Unis ne sont ni l'ami, ni le parrain (du processus de paix), ni le sauveur », estime-t-il.

Mais selon un jeu politique courant en Égypte, cette virulence se limite à la presse. Le président Hosni Moubarak vient en effet d'envoyer aux États-Unis une mission de haut rang pour discuter de « propositions » de solution au conflit, brièvement examinées hier au Caire par M. Arafat.

## Présence incertaine de Powell à Durban

Agence France-Presse

**WASHINGTON** — Le département d'État américain a démenti hier des informations faisant état de la non participation du secrétaire d'État Colin Powell à la conférence mondiale de Durban (Afrique du sud) sur le racisme, et a affirmé qu'aucune décision n'avait encore été prise.

Selon un responsable du département d'État interrogé sous couvert de l'anonymat, les diplomates américains soupèsent encore la pertinence d'une participation des États-Unis à cette conférence des Nations unies, et, le cas échéant, le niveau des diplomates qu'ils y enverront. Selon lui, une décision pourrait intervenir aujourd'hui.

Cette réaction intervient après la publication d'un article par le quotidien *Los Angeles Times* faisant état de la non participation du secrétaire d'État à cette conférence, du 31 août au 7 septembre.

L'article affirme encore que le gouvernement du président George W. Bush n'a pas décidé s'il enverrait une délégation américaine — de quelque niveau que ce soit — à la conférence.

Le président Bush a réitéré vendredi la menace d'un boycott des États-Unis.

Depuis plusieurs semaines, Washington conditionne en effet sa participation au retrait d'un projet de résolution arabe assimilant le sionisme au racisme. De même, les États-Unis ne veulent pas que la question des demandes de réparations financières pour les descendants d'esclaves et les victimes du colonialisme soit abordée.



Photo REUTERS

**Le président des États-Unis et Mme Bush, s'embarquant hier pour une mission en Pennsylvanie. On ignore qui le couple salue.**

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

# Retour en classe: inutile d'en remettre...



MARIO ROY  
 mroy@lapresse.ca

**T**rop, veut la sagesse populaire, c'est comme pas assez. L'éducation est le domaine par excellence où on rencontre les deux extrêmes: la négligence et le laisser-faire, d'une part; la pression et la course insensée à la performance, d'autre part.

On réalise peut-être encore mal que le second est presque pire que le premier. Et ne réussit à produire que des enfants atteints du *syndrome de l'enfant bousculé*, selon l'expression forgée il y a déjà vingt ans par David Elkind, psychologue américain auteur d'un best-seller sans cesse réédité depuis: *The Hurried Child: Growing Up Too Fast Too Soon* (Perseus Book, édition revue en 2001, traduction libre: *L'Enfant bousculé, grandir trop vite, trop tôt*).

Des bébés naissants à qui on fait écouter du Mozart de façon compulsive, afin d'éveiller leurs facultés intellectuelles. Des enfants de huit ans qui, du cours de piano à l'atelier de théâtre en passant par les leçons d'espagnol, ont des agendas plus chargés qu'un premier ministre. Des adolescents de 13 ans ayant de bonnes notes, mais qu'on soumet à un tuteur, cinq soirs par semaine, pour qu'ils obtiennent de meilleurs résultats encore... Il existe une version revue et corrigée d'*Aurore, l'enfant-martyre* vivant dans l'opulence matérielle, mais psychologiquement malmenée.

Il faut laisser les enfants vivre leur vie d'enfants, commence-t-on à protester aujourd'hui puisque le mal, depuis qu'il a été identifié par Elkind, s'est horriblement répandu.

Rendons grâce encore une fois aux baby-boomers. Lesquels, devenus les parents les plus prospères de l'Histoire et n'ayant plus, de ce fait, à se soucier du bien-être matériel de leur progéniture, ont initié cette névrose du développement intellectuel qui a ensuite gagné les parents de la génération suivante.

Cela boucle la boucle, en quelque sorte.

Car ces parents, eux-mêmes avallés par la spirale de la performance professionnelle, projettent le modèle sur leurs petits. Et se donnent ainsi une vie familiale qui, selon

une étude récente menée par l'Université de Détroit, n'autorise plus que 14,5 minutes de conversation parent-enfant par jour! Encore ce chiffre est-il surevalué. Parce que la majeure partie de ce temps est occupée par des échanges de nature logistique: « Qu'est-ce qu'on mange ce soir? » et autres « Mon professeur de physique viendra à la maison mardi plutôt que lundi »...

De la sphère familiale, le mal, alimenté par l'orgueil des parents et les pressions mercantiles, s'est en outre répandu à l'environnement social.

Sur les patinoires de banlieue, « il y a des jeunes, à 14 ans, qui se font approcher par des agents... Donnez-leur une chance de grandir! » suppliait, la semaine dernière, l'ex-entraîneur du Canadien de Montréal, Jacques Demers, devant la commission parlementaire sur la violence au hockey. De sorte que, maintenant, des experts de l'élevage — comme disait Yvon Deschamps — des enfants déconseillent fortement de les inscrire dans des ligues de sport organisé avant l'âge de 10 ou 12 ans: on peut jouer au hockey-bottine dans la ruelle avec les voisins, ou au soccer dans un terrain vague avec les cousins et cousines.

On s'y amuse en général d'avantage.

D'autre part: est-ce une circonstance aggravante au Québec plus qu'ailleurs? Difficile de dire. Toujours est-il que la méfiance grandissante à l'endroit de l'instruction publique, soupçonnée d'être abonnée au plus bas dénominateur, contribue elle aussi à nourrir l'escalade de la torture pédagogique... puisqu'il faut bien apprendre aux enfants ce qu'ils n'apprendront pas à l'école, n'est-ce pas?

Il faut, jusqu'à un certain point, résister à cette tentation.

Font partie de la description de tâche de l'enfant, en effet, le sommeil, le jeu non organisé, la rêverie, la flânerie, le *maïasage*. Et même l'occasionnelle catalepsie devant la télé. Ainsi que l'ennui: on sous-estime gravement les vertus formatrices de l'ennui, qui constitue la toute première leçon d'autonomie et met en branle les mécanismes de la créativité, une arme indispensable pour le voyage.

Du calme, donc.

La semaine va être dure. L'année scolaire aussi.

Pas la peine de trop en remettre.

GRINCHEUX, DORMEUR, ATCHOUM, JOYEUX, TIMIDE ET PROF S'INTERROGENT SUR L'AVENIR DE SIMPLET



Serge Chapleau

Serge.Chapleau@lapresse.ca

En reprise

LA BOÎTE AUX LETTRES

Un cadre supérieur de qualité

JEAN CARLE, futur ex-cadre supérieur à la Banque de développement du Canada (BDC), a été engagé contre son gré au Festival Juste pour Rire. C'est ce que j'en ai conclu en lisant la nouvelle de son indemnité de départ de 150 000 \$ que lui versera la BDC. J'ai vérifié dans *Le Robert*: « Indemnité: ce est qui attribué à quelqu'un en réparation d'un dommage, d'un préjudice. » Pauvre Monsieur Carle, ce qu'il doit souffrir de quitter son emploi... Mais ainsi donc, il n'est pas si grave de quitter son emploi? On peut même encourager cela? Je soupçonne qu'il y a des centaines de personnes au Canada qui rêvent de quitter leur emploi pour des raisons aussi fondamentales que le harcèlement sexuel, le racisme, l'épuisement ou la maladie liée à un milieu malsain. Mais ces gens-là ne peuvent qu'en rêver puisqu'ils ne sont pas éligibles aux « indemnités » d'assurance-emploi, ni aux programmes de réinsertion, etc. De plus, pour ceux des citoyens qui ont cette chance de recevoir des indemnités, le versement est interrompu

dès le moment où une personne se trouve un emploi. Mais pour tous ces gens-là, ce n'est pas la même chose, ce sont des profiteurs du système. Des essoreurs de contribuables. Monsieur Carle, lui, est un cadre supérieur de qualité qu'il faut savoir retenir avec une rémunération concurrentielle vis-à-vis le secteur privé. Retenir? Vraiment?

GEORGE KRUMP  
 Saint-Laurent

Une autre promesse électorale?

BERNARD LANDRY veut éliminer les irritants en vue des prochaines élections. C'est tout à son honneur. Mais sait-il, le brave homme, que les deux principaux irritants sont la tenue d'un troisième référendum et Bernard Landry lui-même?

SYLVIE PAQUETTE  
 Montréal

Société distincte

DANS SON éditorial intitulé « Le Québec n'existe pas », André Pratte suggère aux Québécois de s'intéresser au processus (ou ten-

tative) d'unification de la droite qui a lieu présentement.

La raison pour laquelle les Québécois ne s'intéressent pas au processus d'unification de la droite n'est pas simplement parce qu'elle a lieu dans l'Ouest canadien, mais simplement parce qu'elle ne colle pas à la réalité québécoise qui a traditionnellement préféré des gouvernements de gauche plutôt que des gouvernements de droite (à l'exception de Mulroney qui avait réussi à s'attirer le vote des souverainistes mous). Les Québécois, et la plupart des sondages le confirment, sont beaucoup plus ouverts et à gauche sur les questions sociales que la majorité des Canadiens (sur l'euthanasie, les droits des homosexuels, la décriminalisation de la marijuana, etc.) Les partis Canadiens de droite ne représentent pas la réalité du Québec. Le Bloc québécois lui, le fait très bien.

NICOLAS TREMBLAY  
 Montréal

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE?  
 Adresse électronique:  
 edito@lapresse.ca

RÉPLIQUE

# Naître égaux... un succès

RICHARDE E. TREMBLAY  
 L'auteur est titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur le Développement de l'enfant à l'Université de Montréal.

LA PRESSE publiait en première page, le vendredi 17 août, un article sous-titré: « Le programme Naître égaux est un échec ». Ce programme, offert aux femmes enceintes peu scolarisées et vivant dans des quartiers défavorisés, visait à réduire le nombre de cas d'insuffisance de poids à la naissance (IPN). Selon le journaliste André Noël, les résultats de l'évaluation des effets du programme indiquent, non seulement que le programme n'a pas atteint cet objectif, mais qu'il augmente même le nombre de cas d'IPN. Avant de porter un jugement définitif sur les résultats de ce type d'étude il faut attendre

l'examen des évaluateurs des revues scientifiques, et se rappeler qu'il est extrêmement risqué de juger l'efficacité d'un programme à partir d'une seule étude.

Mais, il est important de situer l'évaluation de Naître égaux dans une autre perspective. Acceptons que les résultats rapportés représentent bien les effets du programme. Puis imaginons que les concepteurs du programme aient décidé de l'implanter dans l'ensemble du Québec avant d'avoir fait cette évaluation rigoureuse de ses effets. Nous aurions aujourd'hui des centaines d'intervenants qui offriraient des services généralement inefficaces et souvent nuisibles à des milliers de femmes enceintes. Des millions de dollars seraient dépensés année après année pour des services qui augmentent les problèmes d'IPN. Étant donné que les cas

d'IPN sont plus à risque de problèmes de santé physique et de santé mentale tout au long de leur vie, on aurait également augmenté de plusieurs centaines de millions par année les coûts des services de santé, et ce pour plusieurs décennies.

C'est un cauchemar auquel personne ne veut avoir à faire face. C'est probablement la raison pour laquelle il est très rare qu'on se donne les moyens de bien évaluer les effets des services aux familles et aux enfants les plus défavorisés. Ils ont si clairement besoin d'aide qu'on leur offre ce qu'on a sous la main, sans prendre le temps d'en vérifier les effets. On fait l'autruche, et ça nous coûte de plus en plus cher. L'évaluation du programme Naître égaux est une très rare exception. Le ministère de la Santé et des Services sociaux dépense probablement près d'un milliard de dollars par année pour des programmes destinés à la jeunesse en difficulté. Combien de ces programmes ont fait l'objet d'une évaluation rigoureuse? Combien de ces programmes ont les effets attendus? Combien de ces programmes font plus de tort que de bien? A-t-on le droit de prétendre aider les démunis sans chercher à connaître les effets de ce qu'on leur offre? A-t-on le droit de demander à la population de payer pour des programmes implantés mur à mur qui n'ont pas été évalués adéquatement?

Prenons l'exemple des soins médicaux. Est-ce qu'on accepterait que les médecins nous prescrivent des médicaments dont les effets n'ont pas été évalués de la façon la plus rigoureuse possible? Est-ce qu'on accepterait des chirurgies dont les effets sont totalement inconnus? C'est pourtant ce qu'on offre à nos enfants les plus défavorisés, et on le fait pendant la grossesse de leur mère, en CLSC, en milieu de garde, en pré-maternelle, en maternelle, à l'école primaire, à l'école secondaire, dans les Centres Jeunesse, au moment où ils veulent s'insérer sur



Tous les enfants naissent égaux?

le marché du travail, et au moment où ils deviennent parents eux-mêmes. L'État les prend en charge, pour leur bien!

Il ne faut pas abandonner les services aux enfants et aux familles en difficulté. Au contraire, il faut les augmenter. Mais il faut que chacun de ces services soit évalué avec la même rigueur que celle que l'on exige des compagnies pharmaceutiques, et des procédures chirurgicales. Si les programmes utilisés par les intervenants sociaux sont assez puissants pour faire du bien, ils sont assez

puissants pour faire du tort. Les évaluations vont permettre de retenir les premiers et d'éliminer les seconds. On devrait consacrer au moins 15 % des coûts d'un programme pour son évaluation. Tant qu'on n'a pas démontré l'efficacité d'un programme, celui-ci doit être considéré comme « à l'essai ». Un programme « à l'essai » doit être évalué, et ses « bénéficiaires » doivent être renseignés sur le caractère expérimental du programme. Les intervenants sociaux sont des professionnels qui, comme les médecins, ont la responsabilité d'utiliser des programmes dont l'efficacité a été démontrée. Ils doivent savoir avec quelle clientèle le programme a été démontré comme étant efficace, et ils doivent connaître les effets secondaires nuisibles du programme. S'il n'y a pas de programme dont l'efficacité a été démontrée, ils ont la responsabilité de participer à la mise au point et à l'évaluation de nouveaux programmes.

Dans cette perspective Naître égaux est un succès. On a mis à l'épreuve un programme qui semblait prometteur. Il faut applaudir les concepteurs qui ont eu la détermination d'implanter ce programme de façon minutieuse pendant plus de 10 ans, et qui ont eu l'humilité de l'évaluer de façon rigoureuse. Il faut féliciter les intervenants et les administrateurs qui ont accepté d'implanter le programme dans des conditions d'évaluation. Il faut remercier les familles qui ont accepté de participer à un « essai » qui servira à améliorer les services pour d'autres familles. Et il faut sympathiser avec les évaluateurs qui ont à composer avec des résultats pour le moins délicats.

Atteindre les objectifs de Naître égaux-Grandir en santé sera aussi difficile, et peut-être plus, que prévenir le cancer. Il faut que les intervenants, les administrateurs et les chercheurs collaborent à de multiples essais, et acceptent que le succès passe par les connaissances que l'on accumule. Il faut créer un système de services qui apprend.

FORUM



# La bataille du ciel

Air Canada est sur le point de lancer sa propre filiale à tarifs réduits. Est-ce le bon choix ?

JACQUES ROY

L'auteur est professeur à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal où il dirige le programme de MBA pour cadres spécialisés en logistique et transport.

« **V**oyager en avion est un mal nécessaire. Ce n'est plus prestigieux, ce n'est pas très agréable, mais c'est nécessaire pour maintenir de bons contacts personnels ». Ceux qui s'expriment ainsi sont des voyageurs d'affaires canadiens interviewés dans le cadre d'une étude approfondie sur l'impact des nouvelles pratiques d'affaires et des technologies de communication sur la demande de transport aérien (1). Ce sont également des clients assidus et privilégiés des transporteurs réguliers conventionnels, comme Air Canada, qui traverse présentement une période de turbulence sur le plan financier.

Pour améliorer leur sort, ces voyageurs d'affaires ont tendance à privilégier des transporteurs leur offrant un niveau de service supérieur en termes de ponctualité, de fréquences élevées et de flexibilité. Ils recherchent aussi un bon niveau de service à bord des appareils (confort des sièges, repas et breuvages, équipement vidéo et prises Internet) ainsi que des privilèges comme l'accès à des salons privés réservés aux voyageurs d'affaires et la participation à des programmes pour voyageurs assidus (comme Aéroplan) qui leur permettent, par exemple, d'amener toute la famille en vacances gratuitement à Orlando ou à Hawaï.

Malgré tous ces privilèges, les voyageurs d'affaires sont plutôt mécontents de leur sort et certains, parmi les mieux nantis, vont même jusqu'à abandonner la classe affaires ou la première classe des transporteurs réguliers (associés à une forme de transport en commun) pour se tourner vers d'autres types de services comme le nolissement de jets privés ou même se procurer leur propre appareil, seul ou en propriété partagée ou « fractionnée », pratique qui consiste à acheter des unités de temps de vol d'un appareil.

Pour atteindre leurs objectifs de façon efficace et atténuer les désagréments associés aux nombreux déplacements de leurs employés, les entreprises vont souvent accepter de payer le plein tarif économique ou même se plier aux tarifs élevés de la classe affaires, ce qui procure beaucoup de flexibilité mais à des prix plutôt élevés. À titre d'exemple, le plein tarif économique aller-retour entre Montréal et Vancouver s'élève aux environs de 3600 \$. À ce prix-là le voyageur a évidemment toute la flexibilité voulue en terme de dates de retour et de changements d'horaire. Pour fins de comparaisons, le billet en classe affaires ne coûte environ « que » 4200 \$ alors que des tarifs plus avantageux, soit aux alentours de 800 \$ par exemple, sont disponibles, mais ils sont généralement assortis de conditions restrictives comme un séjour d'une durée minimale de 7 jours ou encore incluant une nuitée le samedi soir. Ces restrictions ont évidemment pour but de décourager les voyageurs d'affaires et leurs employeurs de profiter de ces « aubaines » car l'emploi du temps des gens d'affaires les empêche souvent de se plier à de telles restrictions.

C'est pourquoi on a longtemps cru, dans l'industrie du transport aérien, que les voyageurs d'affaires étaient relativement peu sensibles au prix puisqu'ils doivent voyager coûte que coûte ! Cette assertion est peut-être vraie en période de croissance économique, comme celle que nous avons connue depuis le milieu des années 1990 jusqu'à l'automne de l'an 2000, mais cela n'est définitivement plus le cas aujourd'hui. De plus, les succès

passés et présents de certains transporteurs « à rabais », comme Southwest aux États-Unis et WestJet dans l'Ouest canadien, tendent à démontrer qu'il existe un nombre significatif de gens d'affaires sensibles aux prix.

Les déboires récents d'Air Canada sont sûrement reliés en partie aux difficultés inhérentes à l'intégration de son ancien rival Canadien International. Mais on doit admettre également que le ralentissement économique vient priver ce type de transporteur d'une partie de sa clientèle cible, soit les voyageurs d'affaires. Alors, où sont-ils passés ces voyageurs ?

Et bien, certains d'entre eux voyagent toujours, mais moins souvent. Ils vont prolonger leur séjour plutôt que d'effectuer de nombreux voyages aller-retour de courte durée. D'autres vont tout simplement substituer des déplacements par d'autres moyens comme les appels conférence ou, mieux encore, la vidéoconférence. D'autres encore voyagent tout autant, mais plus économiquement. Ils vont renoncer à la classe affaires et même aux privilèges associés au plein tarif économique, ce qui se traduit par des pertes de revenus pour les transporteurs réguliers conventionnels. Pour profiter des tarifs réduits, des voyageurs d'affaires devront se résigner à passer le week-end à l'extérieur de leur foyer, ce qui affecte leur vie familiale et n'améliore pas nécessairement leur degré de satisfaction par rapport aux déplacements par avion. De plus, il est devenu pratique courante pour les grandes entreprises de négocier des tarifs réduits avec les transporteurs aériens sur la base des volumes élevés de déplacements effectués annuellement. Enfin, un nombre croissant de voyageurs d'affaires vont tout simplement opter pour les transporteurs à tarif réduits ou « à rabais ». (...)

## Les transporteurs à tarifs réduits

Le précurseur, leader et modèle incontesté dans le domaine des transporteurs à tarifs réduits est l'américain Southwest qui a réussi à attirer l'attention de l'industrie en étant le seul transporteur à déclarer des profits durant la difficile période de 1990 à 1993. En fait, ce transporteur a célébré l'an dernier sa 28<sup>e</sup> année consécutive de profitabilité. Avec des revenus de 5,6 milliards US en 2000, il se classe au 4<sup>e</sup> rang sur le marché intérieur américain et dans les 20 premiers au classement mondial. Son succès, Southwest le doit à l'application de quelques règles assez simples et à une culture d'entreprise axée sur la réduction des coûts.

Tout d'abord, Southwest échappe à la domination des ses concurrents, les transporteurs réguliers conventionnels comme United Airlines et American Airlines, en évitant le plus possible leurs plaques tournantes. Il choisit plutôt des aéroports secondaires pour desservir les grandes agglomérations américaines : l'aéroport de Love Field plutôt que celui de Fort Worth, à Dallas, et celui de Midway plutôt que O'Hare, à Chicago, par exemple. Southwest n'a pas besoin de systèmes informatisés de réservation complexes et coûteux car sa tarification est fort simple. L'an dernier cette compagnie a réalisé 30 % de ses revenus

via des ventes par Internet. Southwest n'utilise qu'un seul type d'appareil, le Boeing 737, ce qui réduit ses coûts d'entretien. Il a choisi un segment de marché où le service à bord n'est pas le critère le plus important. En effet, Southwest se spécialise sur les trajets de courte distance (moyenne de 672 milles), à tarifs réduits (85 \$ US pour un aller, en moyenne), à l'intérieur des États-Unis. Il offre des fréquences élevées entre les 57 villes desservies point à point, c'est-à-dire en évitant les fameuses plaques tournantes, sources de congestion et de coûts élevés. Son person-



Le président d'Air Canada, Robert Milton

nel est polyvalent et, contrairement à la croyance populaire, largement syndiqué.

Un tel succès ne laisse pas indifférent. D'autres transporteurs américains tentent de copier la formule gagnante de Southwest. En Europe, des transporteurs à tarifs réduits comme EasyJet, Go et Virgin Express sont également apparus. Bien qu'ils ne connaissent pas tous le même succès que Southwest, ils occupent une part grandissante du marché. Au Canada, des transporteurs à tarifs réduits comme Canada 3000 et WestJet occupent ce segment du marché intérieur. Le cas de WestJet est assez éloquent. Créée en 1996, cette compagnie se spécialise surtout dans les liaisons intérieures de l'ouest du pays où sa part de marché, mesurée en capacité, est passée de 25 % en 1999 à 33 % en 2000. Dans l'est du pays, Canada 3000 et Royal Airlines (acquis par Canada 3000 en 2000) occupaient environ 7 % du marché des liaisons intérieures en 1999, alors que ce pourcentage est passé à 18 % en l'an 2000 si on ajoute la part de CanJet, également acquis par Canada 3000 l'an dernier. Globalement, la part du marché intérieur détenue par WestJet et Canada 3000 (incluant ses récentes acquisitions) est passée de 11 % en 1999 à 19 % en 2000.

Il n'est donc pas étonnant qu'Air Canada cherche à stopper cette croissance en lançant sa propre filiale à tarifs réduits ! D'ailleurs, un peu partout dans le monde, des transporteurs réguliers conventionnels tentent de faire obstacle à ces nouveaux venus en lançant leur propre filiale à tarifs réduits avec, cependant, des succès plutôt mitigés. (...)

## L'évolution du marché des voyageurs d'affaires et les conséquences pour Air Canada

Malgré la croissance phénoménale du nombre de passagers aériens qu'a connue et que continuera de connaître l'industrie de l'aviation civile internationale dans les années à venir, la part relative du segment des voyageurs d'affaires diminue régulièrement au profit des déplacements pour autres motifs, dont les loisirs notamment. Ainsi, vers la fin des années 1950, environ 70 % des déplacements en avion aux États-Unis étaient effectués pour motifs d'affaires alors que ce pourcentage était tombé légèrement sous la barre des 50 % à la fin de années 1980. Néanmoins, avec environ le tiers de tous les passagers aux États-Unis, le segment des voyages d'affaires génère près des deux-tiers de tous les revenus issus des passagers des compagnies aériennes américaines. D'où l'importance qu'il faut accorder à ce segment. Or, de nombreux spécialistes estiment que le marché du transport aérien a atteint une phase de maturité. Cela serait particulière-

ment vrai en Amérique et, dans une moindre mesure, en Europe où les taux de croissance prévus seront de l'ordre de 3 % et largement dépendants de la situation économique. Il n'en demeure pas moins que des marchés comme l'Asie-Pacifique et surtout la Chine risquent de connaître une croissance nettement supérieure à la moyenne au cours des deux prochaines décennies.

Au Canada, le marché intérieur a atteint une certaine maturité avec une croissance annuelle moyenne observée de 3 % entre 1991 et 1999. Cette croissance suit de très près l'évolution de la situation économique au pays. Cela n'est pas surprenant car le marché intérieur est celui où l'on retrouve une part importante des voyageurs d'affaires, segment traditionnellement plus sensible aux fluctuations économiques. Sur le marché transfrontalier (avec les États-Unis), la croissance annuelle moyenne observée durant cette même période est de 5,4 % et est attribuable en grande partie à l'accord de « Ciel ouvert » conclu en 1995 entre nos deux pays. Quant au trafic passagers avec les autres pays, il a connu une augmentation moyenne de l'ordre de 5,7 %, ce qui est conforme aux tendances observées à l'effet que le marché international connaît une croissance supérieure à celle des marchés intérieurs.

Bref, Air Canada a beau dominer le marché intérieur canadien, cela ne lui procure que peu d'opportunités de croissance à cause de la maturité de ce marché, de la concurrence des transporteurs à tarifs réduits et des autres réactions du marché, sous la forme notamment de produits substitués et de réduction dans les dépenses de voyages. Cela est d'autant plus vrai en période de ralentissement économique que nous connaissons depuis près d'un an maintenant.

En réaction à ce contexte difficile et pour redéployer une partie de sa capacité excédentaire héritée de son acquisition de Canadien International, Air Canada est sur le point de lancer sa propre filiale à tarifs réduits. Est-ce le bon choix ? Notre transporteur national est-il en mesure de satisfaire adéquatement les conditions qui ont fait le succès des transporteurs à tarifs réduits comme Southwest et WestJet ? Ne devrait-il pas plutôt se concentrer sur ses forces et chercher à développer de nouveaux marchés plus lucratifs sur des liaisons transfrontalières et internationales grâce notamment à sa participation au réseau de Star Alliance ?

1) Roy, J. et P. Filiatrault, « The impact of new business practices and information technologies on business air travel demand », *Journal of Air Transport Management*, 4 (1998) 77-86.

**SOLARIUMS Zytko**  
 2373283A

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS  
 TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
 CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,  
 CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN  
 ALUMINIUM OU CÈDRE  
 4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
 ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
 WWW.ZYTICO.COM

NOUVEAU  
 VERRE  
 SUPER-ISO  
 BLOCK

ARETES OU RECOUBÉS  
 ESTIMATION SANS FRAIS

514-335-2050  
 800-361-9232

2873286

**loto-québec résultats**

**Lotto 649** Tirage du 2001-08-25

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 000 000,00 \$
5/6+	5 101 445,20 \$
5/6	313 1 296,40 \$
4/6	15 851 49,00 \$
3/6	273 954 10,00 \$

Ventes totales: 13 602 330 \$  
 Prochain Gros lot: 2 000 000 \$

Numéro complémentaire: 04

---

**Québec 49** Tirage du 2001-08-25

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	1 50 000,00 \$
5/6	11 500,00 \$
4/6	793 50,00 \$
3/6	16 629 5,00 \$

Ventes totales: 571 780,50 \$

Numéro complémentaire: 02

---

**Promotion Double Jeu\*** Tirage du 2001-08-25

649 + 49

GAGNANTS	LOT
08 11 18 35	66 151,52 \$

\*Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

---

**Banco** Tirage du 2001-08-26

02 03 13 15 20 24 33 39 42 47
49 52 53 55 59 61 63 64 65 69

---

**Quintessence** Tirage du 2001-08-26

3 255 4 8126

**Extra** Tirage du 2001-08-26

NUMÉRO: 009101

**Extra** Tirage du 2001-08-25

NUMÉRO: 477057

**Le jeu doit rester un jeu.**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
 En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

MACÉDOINE

# L'OTAN part en chasse de 33000 armes de l'UCK

SYLVIE GROULT  
 et JASMINA MIRONSKI  
 Agence France-Presse

SKOPJE — L'OTAN lance ce matin en Macédoine son opération « Moisson essentielle », pour récupérer 3300 armes qui seront remises volontairement aux soldats par la guérilla albanaise, passant outre la colère des dirigeants du pays, en désaccord sur le nombre d'armes à collecter.

Le chiffre de 3300 « n'est pas sérieux », cela ne va faire qu'encourager les rebelles « à garder leurs armes et continuer la guerre », a lancé le porte-parole du gouvernement sitôt confirmé officiellement le lancement de l'opération.

« Le chemin ne sera pas facile, mais l'alternative est claire, c'est la guerre », a affirmé le général danois Gunnar Lange, qui commande la mission alliée, justifiant le processus en cours comme un ultime recours contre la violence qui mine le pays depuis janvier.

Il a appelé « le peuple de Macédoine » à « décider pour lui-même, avec les dirigeants de ce pays, si le prochain pas doit être fait en avant ou en arrière ».

De 4500 à 5000 soldats de l'Alliance doivent participer à l'opération, prévue pour un mois, réclamée en juin par le chef de l'État, Boris Trajkovski, dans le cadre de son plan de paix destiné à mettre fin au conflit né de l'apparition en début d'année en Macédoine de l'Armée de libération nationale (UCK).

Malgré cette phase de pacification, les mois à venir suscitent bien des inquiétudes, parmi les Occidentaux aussi bien que dans l'opinion, où les combats des derniers mois ont creusé le fossé entre Macédoniens, majoritaires, et Albanais. Et tous reconnaissent que les rebelles pourront facilement cacher des armes ou se réarmer si les progrès sur le terrain politique restent selon eux insuffisants.

« Nous aurons moins d'armes mais une cassure entre communautés. Tout dépendra maintenant de l'attitude des Macédoniens, de leur volonté ou non d'ouverture », estimait un diplomate occidental.

Les rebelles, qui affirment défendre les droits de la minorité albanaise de la petite république ex-yougoslave — un quart à un tiers des deux millions d'habitants —, sont aujourd'hui seuls maîtres dans plusieurs régions du nord et du nord-ouest du pays bordant la province yougoslave à majorité albanaise du Kosovo.

Leurs chefs ont accepté de désarmer, après la signature le 13 août d'un accord entre les principaux partis politiques du pays, albanais et macédoniens, destiné à donner plus de droits aux Albanais de Macédoine, portant en particulier sur le statut de leur langue et leur présence dans la police.

À partir de ce matin, les combattants albanais sont donc invités à aller déposer leurs armes dans quinze centres de collecte qui ouvriront leurs portes près des zones de combats des derniers mois.

# L'OTAN prend un risque

HERVÉ ROUACH  
 Agence France-Presse

SKOPJE — L'OTAN a choisi de passer en force, en lançant son opération en Macédoine sans l'accord des autorités de Skopje sur l'ampleur du désarmement de la guérilla albanaise, mais prend un risque pour la suite du processus politique de réconciliation.

Au petit matin d'aujourd'hui, les militaires de l'OTAN ont commencé leur opération « Moisson essentielle », c'est-à-dire la collecte des armes de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine.

Mais la mission commence par un terrible malentendu entre les occidentaux et le président macédonien Boris Trajkovski, jusqu'à présent leur interlocuteur privilégié.

En dépit des questions et des interrogations du chef de l'État, l'OTAN a maintenu son estimation. La collecte de 3300 armes, ainsi que de grenades, mines et munitions, doit assurer un désarmement effectif de l'UCK, estiment les experts de l'Alliance atlantique et contribuer à mettre fin à sept mois d'affrontements entre rebelles et forces gouvernementales.

Lancer l'opération « Moisson essentielle » sans accord avec Skopje sur les chiffres est « techniquement possible », a assuré un diplomate occidental à Skopje. « Mais vous pouvez légitimement vous interroger sur l'impact que cela aura sur le processus législatif » qui doit accompagner le désarmement de la guérilla, a-t-il reconnu.

Car le désarmement de l'UCK est intimement lié à un processus politique de réconciliation, patronné par la communauté internationale.

L'UCK n'a accepté de désarmer qu'après la signature, le 13 août, d'un accord entre formations politiques de Macédoine représentées au parlement, qui élargit les droits de la minorité albanaise.

La traduction législative de cet accord, qui octroie à l'albanais le statut de langue officielle dans certaines régions et améliore la représentation des Albanais dans la police, doit commencer le 31 août, si l'OTAN a alors collecté un tiers des armes de la guérilla.

La réaction du gouvernement et de la classe politique macédonienne aux décisions et aux estimations de l'OTAN peut désormais nourrir des doutes sur la volonté des partis macédoniens d'aller de l'avant.

« Le chiffre de l'OTAN n'est pas sérieux, et cela ne va faire que les encourager (les rebelles, ndlr) à garder leurs armes et continuer la guerre », a indiqué le porte-parole du gouvernement, Antonio Milososki.

Quant au premier ministre Ljubco Georgievski, un des représentants des tendances nationalistes dures en Macédoine, il a jugé les chiffres de l'OTAN « risibles ».

Selon des sources macédoniennes, le président Trajkovski a lui-même été très irrité par la démarche choisie par l'OTAN.

Dès vendredi, l'Alliance atlantique avait donné l'impression de vouloir mettre Boris Trajkovski devant le fait accompli.

Le général Gunnar Lange, commandant de l'opération « Moisson essentielle » annonçait que l'OTAN et l'UCK étaient tombées d'accord sur un chiffre « crédible » de remises d'armes. Il ajoutait que cette évaluation ne ferait l'objet d'aucune négociation avec les autorités macédoniennes, mais que celles-ci en seraient simplement informées.

Le chef de l'État a réclamé des clarifications, des explications, mais en deux jours de discussions, l'OTAN n'a pas bougé. Il était difficile pour Boris Trajkovski d'accepter un chiffre de 3300, alors que des responsables du gouvernement ne cessaient, depuis plusieurs jours, d'avancer des estimations comprises entre 60 000 et 100 000. « Il y a des gens au sein du gouvernement macédonien qui ne veulent tout simplement pas d'un processus de paix. Quant à ceux qui sont de bonne foi, ils doivent vendre à leur opinion un chiffre très inférieur à ceux qui ont été évoqués », résumait un diplomate occidental.